CSFRS
Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégiques

AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

PERILA N-N

Évaluation des risques au Niger et sur l'axe Niger-Nigéria

Rapport de synthèse

Juillet 2013

IFRA-Nigéria / LASDEL-Niger

TABLE DES MATIERES

GENESE DU PROJET 4

LES PARTENAIRES 5

LE RISQUE COMME OBJET DE RECHERCHE 6

ORGANISATION DU PROJET ET METHODOLOGIE 8

LES AXES DE RECHERCHE 11

DISTRIBUTION DES SOUS-AXES 12

COMPTE-RENDU DES TRAVAUX 14

1. LES RISQUES LIES AUX MOUVEMENTS RELIGIEUX 16

- LA MENACE BOKO HARAM ET L'« IZALAÏSATION » DE LA SOCIETE NIGERIENNE 17

- CRISE DE L'EDUCATION PUBLIQUE ET EMERGENCE DE « L'ECOLE RELIGIEUSE » 25

2. LES RISQUES LIES A LA FRAGILITE DE L'ETAT 32

- L'ACCES A L'ENERGIE ELECTRIQUE : INEGALITES, TENSIONS SOCIALES ET ENJEUX POLITIQUES 33

- JEUNESSE ET ACCES A L'EMPLOI : DES INCERTITUDES EXPLOSIVES 38

- LA GESTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE : OUTILS ETATIQUES SUPERPOSES ET ACTION PUBLIQUE LIMITEE 44

3. LES RISQUES SOCIO-ECONOMIQUES 53

- MIGRATIONS ET SECURITE A BIRNI NKONNI : UN EXEMPLE D'ORGANISATION LOCALE EFFICACE 54

- CIRCULATIONS TRANSFRONTALIERES VUES DU NIGERIA : DES RISQUES MAL PERÇUS 58

- GESTION DES RETOURS DE LIBYE : CRISE EVITEE ET RISQUES A VENIR 64

RECOMMANDATIONS 69

GENESE DU PROJET

Le projet de recherche *PERILA N-N, Évaluation des risques au Niger et sur l'axe Niger-Nigeria* répond à l'appel à projet conjointement lancé en février 2011 par le Conseil Supérieur de la Formation et la Recherche Stratégiques (CSFRS) et l'Agence Française de Développement (AFD). Les deux institutions souhaitaient que soit réalisée une étude du risque sociopolitique au Niger à travers :

- l'analyse détaillée de différents facteurs potentiellement porteurs de risque
- l'analyse des réponses éventuellement apportées et de leurs résultats
- la formulation de recommandations pour chacun des facteurs de risques

Sans minimiser les risques évidents et conjoncturels que représentent la menace terroriste, la résurgence des mouvements de rébellions ou les trafics de drogues et d'armes, l'idée était de porter une attention toute aussi soutenue sur d'autres facteurs de risques, plus structurels, permettant d'éclairer plus largement les éléments de fragilité et d'instabilité dont peut souffrir le Niger à moyen et long terme. Parmi les facteurs de risques identifiés dans l'appel à projet figuraient notamment la croissance démographique combinée à l'exode rural, l'échec de l'Etat dans la délivrance de services aux populations ou encore les évolutions d'un islam multiforme.

Considérant que l'étude du risque au Niger ne peut être détachée de son contexte régional et en particulier de ses échanges humains, religieux et économiques avec le Nigeria, l'IFRA-Nigéria a répondu à cet appel à projet en proposant une étude du risque au Niger associant à l'analyse des facteurs de risques strictement nigériens une perspective transnationale. Cette orientation se justifiait d'abord par l'existence de phénomènes sociaux, économiques et religieux potentiellement porteurs de risques intervenant sur l'axe Niger-Nigéria, cette zone frontière de plus de 900 kilomètres de long, dans laquelle la densité de population est particulièrement forte. Ensuite, la mise en parallèle des situations nigérienne et nigériane permet d'élargir la vision des risques en présence. Le Nigéria est en effet un voisin influent dont les modèles sociaux ont régulièrement impacté les populations nigériennes. Agissant en miroir, le Nigéria présente des exemples d'évolution possibles dans les domaines religieux, politique, économique et culturel pour son voisin. Cet aspect transnational est encore largement ignoré dans les études réalisées sur le Niger alors même que c'est un point d'entrée pertinent, en particulier pour une évaluation du risque.

Pour l'élaboration et la mise en œuvre de ce projet de recherche, l'IFRA-Nigéria a mis en place un partenariat scientifique avec le LASDEL, laboratoire nigérien indépendant spécialisé en sciences sociales et basé à Niamey. S'appuyant sur leurs propres équipes mais également sur les réseaux scientifiques dans lesquels ils s'inscrivent (l'université Abou Moumouni de Niamey et l'Université d'Ibadan), le LASDEL et l'IFRA-Nigéria ont constitué un groupe de onze chercheurs composé de sociologues, historiens, géographes et politistes, spécialistes des thèmes définis dans le cadre du projet. En dehors de l'aspect relevant d'une analyse menée de part et d'autre de la frontière, la constitution d'une équipe de recherche binationale offrait l'avantage d'une confrontation de points de vue, d'approches et de méthodes, de même qu'elle permettait de promouvoir un rapprochement scientifique inédit entre chercheurs nigériens francophones et chercheurs nigérians anglophones. Le projet a par ailleurs permis la mise en place d'un cadre formel pour des projets de coopération scientifique futurs.

LES PARTENAIRES

L'IFRA-Nigéria (Institut Français de Recherche en Afrique) est un établissement public français dont la mission est d'être un observatoire du Nigéria contemporain dans son contexte régional. Au moyen de projets de recherche ancrés dans les sciences humaines et sociales, l'Institut contribue à rassembler une masse critique d'informations et d'analyses sur les dynamiques politiques et sociales qui caractérisent le Nigéria, poids lourd démographique, économique, énergétique, industriel, politique et militaire de l'Afrique de l'Ouest. Depuis sa création en 1990 au sein de l'Université fédérale d'Ibadan, l'IFRA-Nigéria a constitué un réseau international de chercheurs ainsi qu'une solide réputation qui s'appuie sur une soixantaine de publications de niveau international.

Le LASDEL (Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local), est un laboratoire de recherche en sciences sociales indépendant dont l'activité principale est l'analyse empirique des espaces publics et de la délivrance de services et biens collectifs en Afrique. Créé en 2001 à Niamey, Le LASDEL dispose d'un site à Niamey et d'un autre à Parakou au Bénin. Le LASDEL entend contribuer à la constitution de pôles d'excellence africains dans le domaine des sciences sociales. Le LASDEL est lié à de nombreux réseaux scientifiques en Afrique et en Europe et participe à plusieurs projets de recherche internationaux. C'est également une structure d'accueil pour des doctorants et chercheurs, du Sud comme du Nord.

Contacts :

IFRA-Nigeria
Institute of African Studies
University of Ibadan
Oyo State, Nigeria
Website : www.ifra-nigeria.org
Emails : director@ifra-nigeria.org
e.apard@ifra-nigeria.org
Tél : +2348163072815

LASDEL
BP 12901
Rue du Plateau, Nigelec siège
Niamey, Niger
Website : www.lasdel.net
Email : lasdel@lasdel.net
Tél : +22720723780

LE RISQUE COMME OBJET DE RECHERCHE

L'analyse du risque pays est un exercice classique pour les agences de consultance qui fournissent régulièrement des données aux investisseurs, agences internationales et autorités publiques des pays qui en font la demande. Il existe une demande forte pour ce produit dans le contexte mondial actuel, marqué par de nombreuses incertitudes et une situation de forte instabilité. On note par ailleurs que dans le domaine de l'analyse du risque, la démarche est rarement pluridisciplinaire au sein des sciences sociales et humaines. Pourtant, le récent travail mené par des historiens français, belges et québécois sur l'histoire du risque montre pourtant qu'il s'agit d'un phénomène culturel et social, autant que politique ou économique et que son analyse nécessite un ancrage dans le temps[1]. Selon cette approche historienne, l'objectif de l'étude du risque est de « partir de l'expérience passée et de saisir un avenir probable pour agir dans le présent »[2]. C'est cette démarche qu'ont suivie les chercheurs qui composent l'équipe chargée de cette étude.

Le résultat est un travail scientifique pluridisciplinaire dans lequel chaque démarche est associée à une problématique et une méthodologie bien précises. Bien que son temps et ses champs d'application aient du être limités, cette étude constitue donc un point de départ intéressant pour l'analyse du risque au Niger. L'approche pluridisciplinaire permet une compréhension plus large du contexte nigérien, caractérisé par une instabilité latente dans de nombreux domaines mais également marqué par la dégradation du climat sécuritaire.

La démarche est ici, à travers les grands axes de ce projet de recherche, d'élargir la vision et la réflexion autour de la notion de risque, en ne se limitant pas à la seule question sécuritaire, même si c'est sur celle-ci que se focalisent aujourd'hui toutes les attentions politiques. L'option choisie est d'ouvrir le champ de recherche à d'autres facteurs qui peuvent potentiellement apparaître porteurs de risque pour un pays comme le Niger, dès lors qu'ils sont étudiés de manière approfondie.

Pour analyser les risques présents au Niger, trois dimensions - souvent subtilement liées - ont été privilégiées dans cette recherche :

1. Une dimension religieuse
2. Une dimension politiques publiques et gouvernance
3. Une dimension socio-économique

Les thèmes spécifiques qui ont été retenus pour ce travail se répartissent dans ces différentes dimensions: les mouvements religieux radicaux, l'éducation, la jeunesse précarisée, l'accès à l'énergie électrique, la sécurité alimentaire et les migrations. Dans le contexte nigérien, chacun de ces thèmes est lié à un secteur pouvant, selon les moments, devenir stratégique pour le pays et comporter des éléments de nature à le déstabiliser ou à lui faire courir des risques graves.

[1] NIGET David et PETITCLERC Martin (dir.), *Pour une histoire du risque. Québec, France, Belgique*, Québec, Presse Universitaires du Québec, 2012, 366 p.
[2] *Idem*.

Cette recherche consistait donc à mesurer, dans les secteurs concernés, le degré de dangerosité pour le Niger. Pour certains des thèmes choisis, une perspective transfrontalière était nécessaire, de même qu'une comparaison avec la situation nigériane lorsque celle-ci influe de manière sensible sur le Niger. Naturellement, ces thèmes ne couvrent pas la totalité des risques qu'un pays comme le Niger peut encourir. Les secteurs de vulnérabilité sont nombreux. Un travail plus exhaustif nécessiterait des perspectives plus larges intégrant d'autres secteurs mais demanderait également plus de temps et plus de moyens. Cependant, même dans le cadre d'une analyse élargie entreprise sur une période plus longue, l'appréhension des risques resterait tributaire des incertitudes propres à l'analyse de situations complexes et mouvantes, telles que celles auxquelles est confronté un pays comme le Niger aujourd'hui.

Dans le cadre de ce projet de recherche, chaque thème suscite des interrogations spécifiques qui structurent l'ensemble de la démarche. Il importe donc, en amont du cadre général de l'étude, de préciser les problématiques qui ont guidé les démarches individuelles dans chaque secteur de recherche, de détailler les terrains d'enquêtes ainsi que les méthodes utilisées, de mettre en évidence les principaux risques identifiés au cours de la recherche et enfin, d'évaluer le niveau de dangerosité de chacun de ces risques.

En définitive, les résultats de cette recherche apportent un certain nombre d'éclairages sur des phénomènes potentiellement facteurs de risque, ils permettent de formuler des recommandations et éventuellement de guider des politiques publiques, des réflexions stratégiques du secteur privé et des interventions internationales pour la prévention ou la gestion des risques mais ces résultats posent également des jalons pour de futures analyses du risque au niveau régional.

ORGANISATION DU PROJET ET METHODOLOGIE

Les thématiques abordées dans le cadre de cette recherche ainsi que les domaines scientifiques dans lesquels elles s'inscrivent sont nombreux et variés. Il paraissait donc essentiel d'avoir une approche globale et cohérente de l'ensemble des risques, de même qu'il était important d'uniformiser les approches. Afin que les recherches individuelles s'inscrivent dans la logique générale du projet et que les chercheurs soient tous guidés par la problématique centrale du risque Niger, plusieurs rencontres ont été organisées, réunissant les membres de l'équipe et les coordinateurs du projet. Au cours de ces rencontres, les différentes étapes de ce travail ont été discutées, les axes de recherche ont été définis, les résultats des enquêtes ont été partagés et les conclusions examinées de manière collective.

Un premier atelier méthodologique a été organisé à Abuja, au Nigéria, 3 au 5 février 2012. Première étape des travaux prévus dans le cadre du projet, cet atelier a permis aux chercheurs nigériens et nigérians de se rencontrer et de discuter ensemble de la structuration, de l'organisation ainsi que du calendrier des différentes phases de travail. Cet atelier a été l'occasion d'élaborer plus précisément les problématiques de recherche de chacun et de mettre en relief les dynamiques de recherche collectives. Enfin, cette première réunion a permis de définir les lieux et les périodes choisis pour la récolte des données sur le terrain.

À l'issue de ces trois jours de travaux et de réflexion commune, les membres de l'équipe ont convenu ensemble que l'objectif de ce travail de recherche était avant tout de récolter des données nouvelles au Niger et au Nigeria qui puissent se faire écho et éclairer les dynamiques actuellement à l'œuvre au Niger. Le groupe s'est également mis d'accord sur l'importance de développer un double regard et une réflexion collective.

Un atelier de coordination a ensuite eu lieu à Niamey, du 31 mars au 1er avril 2012, afin de faire le point sur l'organisation, l'avancement des recherches et les problématiques de travail. Après la réunion d'Abuja, chaque chercheur avait réalisé un travail individuel de recherche bibliographique, une revue de la littérature existante, avait défini ses propres objectifs de recherche et ainsi que son approche du travail de terrain. Les problématiques individuelles ont donc été discutées, précisées et recadrées afin de correspondre à une logique d'ensemble. Grâce aux discussions menées sur la méthodologie, sur l'approche du terrain et sur la finalité de ce travail commun, les démarches et les réflexions de chacun ont pu être considérablement enrichies.

La période consacrée aux enquêtes de terrain a commencé à la suite de cette seconde rencontre. Les chercheurs ont pu se rendre sur leurs terrains de recherche respectifs au cours des mois de mai, juin et juillet 2012.

Du 27 au 29 août 2012, Elodie Apard-Malah, chercheur à l'IFRA-Nigeria et chargée de la coordination de ce projet, s'est rendue à Niamey afin de faire le point avec chaque chercheur à l'issue de son travail de terrain. Il a ensuite été fait de même à Ibadan, avec les membres nigérians de l'équipe. Les enquêtes de terrain ont permis à chaque chercheur de récolter des données mais également de confronter les hypothèses de départ à la réalité des faits. Les entretiens individuels ont permis de faire le point sur les impressions post-terrain et de dégager les premières pistes de réflexion.

Des enquêtes complémentaires ont ensuite été menées pendant les mois de septembre et d'octobre, notamment à Niamey auprès des institutions publiques en charge des secteurs investigués.

Enfin, un séminaire final de restitution a été organisé à Niamey du 31 janvier au 1er février 2013. À l'occasion de cette dernière rencontre, chaque chercheur a pu présenter le résultat des enquêtes de terrain ainsi que les analyses tirées de l'exploitation des données recueillies. L'objectif de ce séminaire était également de discuter des conclusions établies par chacun, d'harmoniser les résultats et de les recentrer autour de la problématique risque Niger.

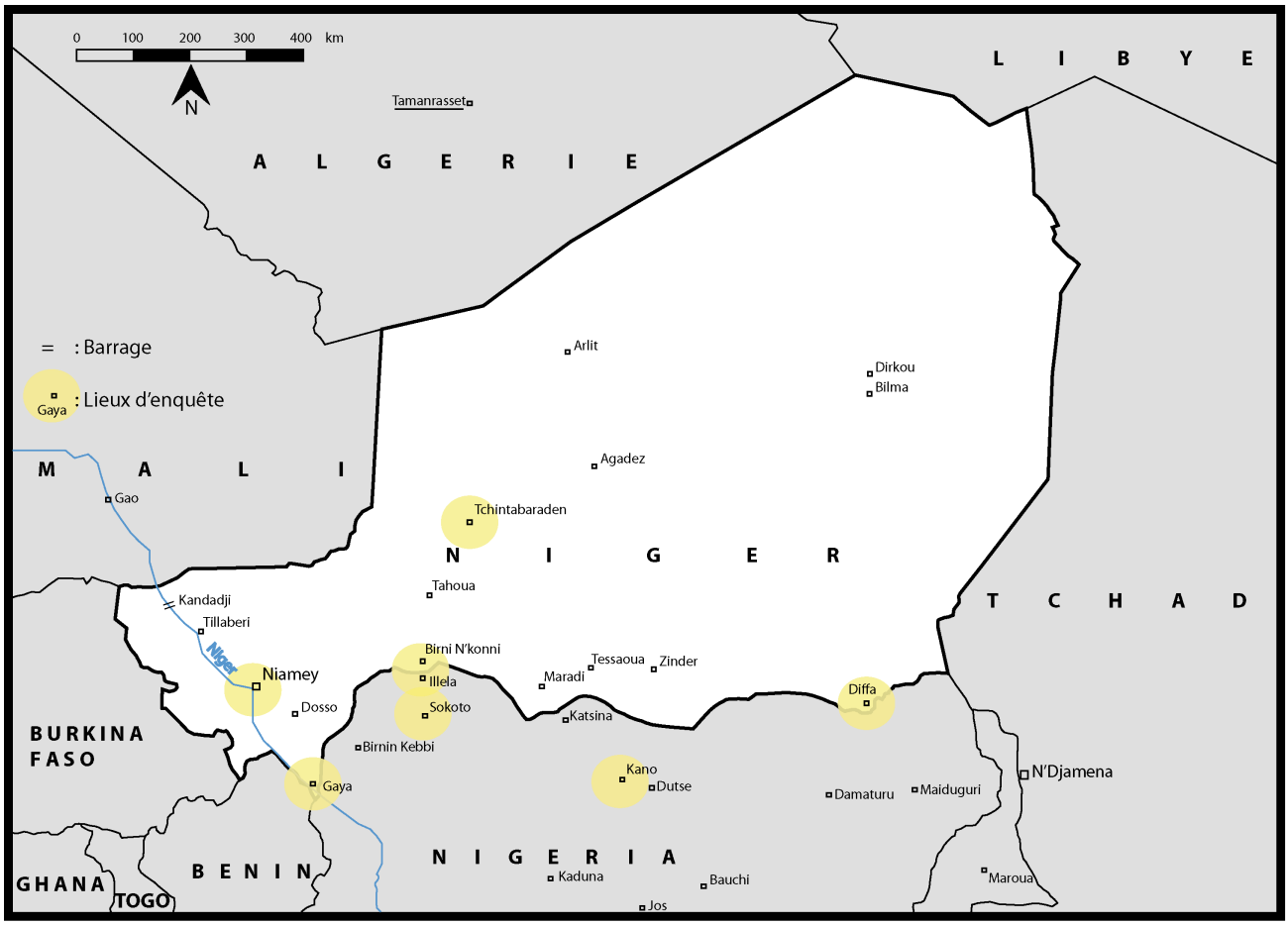
À l'issue du séminaire, chaque chercheur a donc fait parvenir à son coordinateur pays un rapport concernant sa thématique propre. Les rapports ont fait l'objet d'échanges, de modifications et de polissages plus ou moins extensifs avant d'être livrés. Bien qu'ayant fait l'objet de discussion au sein de l'équipe, ils doivent être considérés avant tout comme des productions individuelles des chercheurs.

Dans le cadre de cette étude, les travaux de terrain réalisés reposent essentiellement sur des méthodes qualitatives ; observation directe, entretiens semi-directifs, groupes de discussion thématique (*focus group discussion*).

Le choix de ces terrains a été largement conditionné par la faisabilité des recherches, les moyens financiers disponibles ainsi que le temps imparti pour effectuer ce travail. Les zones d'enquêtes ont ensuite été déterminées en fonction des lieux et des interlocuteurs identifiés comme pouvant recéler des informations intéressantes. Certains terrains se font écho de part et d'autre de la frontière, comme l'étude des mouvements transfrontaliers, humains et économiques dans la ville de Konni au Niger et dans la région de Sokoto au Nigéria.

Secteurs de recherche	**Terrains concernés**
Mouvements religieux	Gaya, Diffa, Niamey, Kano
Islamisation du secteur éducatif au Niger	Niamey
Islamisation du secteur éducatif au Nigéria	Kano
Jeunesse précarisée	Niamey
Accès a l'énergie électrique	Niamey
Sécurité alimentaire	Niamey
Commerce de céréales Niger/Nigéria	Sokoto, Illela
Migrations saisonnières et sécurité urbaine	Konni
Circulations transfrontalières Niger/Nigéria	Illela, Kano
Retour des migrants de Libye	Tchintabaraden

Répartition géographique des terrains de recherche :



Une fois les différents types de risques identifiés et analysés, il semblait intéressant de les classer et de faire ressortir ceux pour lesquels une attention plus particulière devait être requise. Un tableau de classification a donc été soumis à chaque chercheur afin qu'il puisse évaluer, pour chacun des risques identifiés :

- la probabilité d'occurrence
- la sévérité de l'impact

Ce tableau permet également de définir :

- les responsabilités en termes de gestion, de prévention ou de surveillance des risques
- l'efficacité des processus existants

Chaque chercheur a donc répertorié dans un tableau les risques identifiés et les a classés selon ces critères. Les notes attribuées, allant de 1 (le plus faible) à 10 (le plus fort), sont ensuite justifiées et expliquées. Les résultats obtenus, ainsi synthétisés, servent de base à la formulation des recommandations.

LES AXES DE RECHERCHE

L'IFRA-Nigéria et le LASDEL ont défini ensemble les axes et sous-axes de ce projet de recherche en tenant compte, à la fois des attentes formulées dans l'appel à projet, mais également des problématiques que les chercheurs membres de l'équipe ont eux-mêmes identifié comme étant des choix pertinents pour l'analyse des facteurs de risques au Niger. La faisabilité des enquêtes de terrain, la dimension éthique ainsi que la sécurité des chercheurs traitant des sujets les plus sensibles ont également été prises en compte dans la définition des axes.

- **Axe 1 : Évaluation des risques liés aux mouvements religieux**

  - *Premier sous-axe : Dynamiques des groupes religieux radicaux*
  - *Deuxième sous-axe : Islamisation du secteur éducatif*

- **Axe 2 : Évaluation des risques liés à la fragilité de l'Etat**

  - *Premier sous-axe : Gouvernance et politiques publiques*
  - *Deuxième sous-axe : Enjeux de la sécurité alimentaire*

- **Axe 3 : Evaluation des risques liés aux facteurs socio-économiques**

  - *Premier sous-axe : Exode rural et circulations transfrontalières*
  - *Deuxième sous-axe : Risques liés aux retours des migrants*

Chaque thématique correspond à un phénomène pouvant présenter un ou plusieurs risques à venir pour le Niger. Parmi les six sous-axes, quatre ont été complétés par des éléments d'analyse provenant du Nigéria ou par des éléments de comparaison entre les situations nigérienne et nigérianes. Il a été en effet décidé d'étudier, soit des facteurs de risques présents au Nigéria pouvant affecter directement le Niger, soit des phénomènes nigérians porteurs de risque dont la capacité à se reproduire au Niger est effective. Chacun de ces six axes a été attribué à un chercheur dont l'expertise sur le sujet en question avait été attestée par des travaux de recherche et des publications antérieurs.

DISTRIBUTION DES SOUS-AXES

- **Axe 1 : Évaluation des risques liés aux mouvements religieux**

1er sous-axe	
Dynamique des groupes religieux radicaux au Niger	***Dynamique des groupes religieux radicaux au Nigeria***
Dr. Seyni Moumouni Historien/islamologue Institut de Recherche en Sciences Humaines Université Abdou Moumouni de Niamey	**Dr. Nathaniel Danjibo** Politiste Enseignant-chercheur *Peace & Conflict Studies Program*, Université d'Ibadan

2ème sous-axe	
Islamisation du secteur éducatif au Niger	***Islamisation du secteur éducatif au Nigéria***
Mahamane Tahirou Ali Bako Anthropologue, Doctorant EHESS Paris, Chercheur LASDEL	**Dr. Nathaniel Danjibo** Politiste, Enseignant-chercheur *Peace & Conflict Studies Program,* Université d'Ibadan

- **Axe 2 : Évaluation des risques liés à la fragilité de l'Etat**

1er sous-axe	
Gouvernance et politiques publiques : Jeunesse et emploi au Niger	***Gouvernance et politiques publiques : Accès à l'énergie au Niger***
Dr. Abdourahmane Idrissa Politiste Université Abdou Moumouni de Niamey Chercheur affilié LASDEL	**Dr. Ila Ahmed** Politiste Université Abdou Moumouni de Niamey Chercheur affilié LASDEL

2ème sous-axe	
Enjeux de la sécurité alimentaire au Niger : Analyse des politiques publiques	***Enjeux de la sécurité alimentaire dans une perspective transfrontalière : le commerce de céréales entre le Niger et le Nigeria***
Dr. Amadou Oumarou Sociologue Université Abdou Moumouni de Niamey Directeur du LASDEL	**John Odozi** Economiste Doctorant Université d'Ibadan

- **Axe 3 : Evaluation des risques liés aux facteurs socio-économiques**

1er sous-axe		
Exode rural et sécurité urbaine : migration et sécurité dans la ville de Konni	***Circulations transfrontalières : les migrants nigériens à Kano***	***Trafics transfrontaliers entre Niger et Nigéria***
Dr. Hamani Oumarou Anthropologue Chercheur LASDEL	**Dr. Rasheed Olaniyi** Historien Enseignant-chercheur Université d'Ibadan	**Dr. Willie Eselebor** Politiste Enseignant-chercheur *Peace & Conflict Studies Program* Université d'Ibadan

2ème sous-axe
Risques liés aux retours des migrants nigériens de Libye dans la commune de Tchintabaraden
Dr. Mounkaïla Harouna Géographe Enseignant chercheur, Ecole Normale Supérieure, Université Abdou Moumouni de Niamey

---

Au Niger, la coordination des travaux menés dans le cadre de chaque axe de recherche, la mise en commun des résultats et la relecture des rapports individuels a été assurée par le Professeur Mahaman Tidjani Alou, membre fondateur et ancien directeur du LASDEL. Au Nigéria, ce travail a été assuré par l'équipe de l'IFRA-Nigéria : Gérard Chouin, directeur scientifique et Elodie Apard-Malah, chercheur.

COMPTE-RENDU DES TRAVAUX

Dans le cadre des trois principaux axes de recherche, chaque thématique a été traitée par un chercheur spécialiste du domaine en question. Après avoir analysé les données récoltées pendant le travail de terrain, chaque chercheur a rédigé un rapport qui met en lumière les risques identifiés ainsi que le type de réponses ou de solutions proposées le cas échéant. Dans les rapports individuels, les chercheurs ont également classé les différents types de risques selon leur dangerosité et enfin, ont formulé des recommandations. Ce chapitre synthétise les analyses, les conclusions et les recommandations proposées dans chaque rapport individuel et fait le lien entre les différents travaux tout en mettant en lumière les points essentiels.

1. LES RISQUES LIÉS AUX MOUVEMENTS RELIGIEUX

Le premier axe de recherche concerne les facteurs de risque religieux. Deux aspects ont été privilégiés : les activités des groupes radicaux et l'islamisation du secteur éducatif. Pour compléter l'analyse de ces deux phénomènes au Niger, une comparaison avec le Nigéria était nécessaire. En effet, les mouvements islamiques nigérians exercent une influence ancienne, constante et soutenue sur le paysage religieux nigérien. Depuis la fin des années 1970 en particulier, l'évolution de la situation religieuse au Niger dépend en grande partie de ce qui se passe au Nigéria.

LA MENACE *BOKO HARAM* ET L'« *IZALAÏSATION* » DE LA SOCIETE NIGERIENNE

Dans le cadre d'une analyse des mouvements religieux dans l'espace nigérien, une des dynamiques les plus notables est l'influence exercée par le *Jama'at Izalat al-bid'a wa iqamat al-Sunna*[1], plus couramment appelé *Izala*. Largement inspiré de la théologie wahhabite saoudienne et également marqué par les principes réformistes salafistes, le mouvement *Izala* a été créé à Jos (Etat du Plateau, centre nord du Nigéria) par le Sheikh Ismaïla Idriss à la fin des années 1970 avant de se diffuser très largement dans le nord Nigéria au cours des années 1980. Le mouvement *Izala* s'oppose de manière radicale - et parfois violente - aux autres branches de l'Islam, notamment aux confréries soufies telles que la *Qadiriyya* et la *Tidjaniyya*, dont il rejette le caractère syncrétique (survivance de pratiques animistes) et l'organisation hiérarchique dans laquelle les marabouts occupent une place importante. Concurrençant les modèles traditionnels présents dans la région depuis près de deux siècles[2], le mouvement *Izala* a rencontré un grand succès auprès de la jeunesse, notamment parce qu'en introduisant un style réformateur, il lui offrait la possibilité de se dégager de l'autorité de l'élite « traditionnelle ». C'est aujourd'hui le courant dominant dans de nombreux Etats de la république fédérale nigériane (Plateau, Kaduna, Yobe, Kwara, Katsina…) même si les confréries restent puissantes dans leurs fiefs respectifs (Sokoto pour la *Qadiriyya* et Kano pour la *Tidjaniyya*).

Au Niger, les pratiques religieuses sont restées très contrôlées et très encadrées pendant le régime militaire de Seyni Kountché (1974-1989) mais à l'issue du processus de démocratisation, les mouvements religieux ont bénéficié d'une plus grande liberté d'action. L'*Izala* avait déjà des adeptes au Niger, notamment dans la région de Maradi, où la proximité géographique des grandes villes nigérianes comme Kano ou Katsina facilite les échanges et notamment la circulation des idées religieuses. Jusqu'alors contraint à la clandestinité, l'*Izala* a réussi, dans le contexte d'ouverture démocratique, à se développer et à s'imposer comme un nouvel acteur incontournable de l'espace religieux nigérien[3]. Dans les années suivantes, le mouvement a pris de l'ampleur et le Niger a connu ses premières manifestations religieuses violentes. Les mouvements de protestation contre le Festival International de la Mode Africaine (FIMA) - en 2000 - et l'élection de Miss Niger à Niamey - en 2005 - ont été accompagnés par des actes de vandalisme dans les bars et les lieux de prostitution de la capitale. Ces actions sporadiques mais néanmoins régulières ont révélé la montée en puissance d'un courant religieux contestataire, radical et potentiellement violent.

L'*Izala* est désormais bien enraciné au Niger, comme l'indiquent notamment les pratiques vestimentaires inspirées des préceptes salafistes, de plus en plus courantes[4]. La prise de conscience par les mouvements confrériques de la puissance de l'*Izala* et du caractère stratégique des enjeux pour le futur de l'Islam au Niger explique par ailleurs la lutte acharnée que se livrent pied-à-pied izalistes et confréristes pour le contrôle de toute

[1] « Mouvement pour la suppression de l'innovation et l'instauration de la Sunna ». Le diminutif *Izala* recouvre donc la notion de « suppression », sous-entendue de l'innovation (*Bid'a*).

[2] Au XIX^{ème} siècle ont lieu les grands djihâds peuls d'Afrique de l'Ouest : celui du Sheikh Ousman Dan Fodio au début du siècle, associé à la confrérie *Qadiriyya*, à l'issu duquel est fondé le califat de Sokoto, puis, au milieu du siècle, celui d'El hadj Oumar Tall, fondateur de l'Empire toucouleur, qui assure l'expansion de la *Tidjaniyya*.

[3] Notamment à travers l'Association pour la diffusion de l'Islam au Niger Adini-islam, première association islamique *Izala*, créée en 1993, ainsi qu'à travers les prêches de Malam Shaïbu Ladan, disciple du Sheikh Abubakar Gumi et précurseur de l'*Izala* au Niger.

[4] Il s'agit, pour les hommes, du port de la barbe, du turban et des pantalons courts ; pour les femmes, du port du niqab noir, de style saoudien.

position d'influence. La création au sein de l'université Abdou Moumouni de Niamey d'un département d'études islamiques a récemment été le théâtre d'une telle lutte d'influence avec pour enjeux la formation et la certification des nouvelles générations d'intellectuels et de responsables religieux dans le pays.

Dans l'étude qu'il a réalisée sur l'implantation du mouvement *Izala* à Kano, le Dr. Danjibo relève les actions violentes récurrentes dans lesquelles ses membres se sont illustrés au Nigéria depuis les années 1980. Il donne notamment des exemples de confrontations entre les *Izala* et les autres mouvements pour le contrôle des mosquées, un enjeu majeur. Le mouvement *Izala* s'illustre en effet par l'intensité de ses actions de prédication (*Da'wa*), grâce auxquelles la diffusion - et donc la popularisation - du discours est assurée. La multiplication des mosquées dirigées par des imams *Izala* est un objectif essentiel pour la progression de ce mouvement aux visées prosélytiques.

Le dynamisme de la mouvance *Izala* au Nigéria a engendré plusieurs courants internes, avec à leur tête des leaders charismatiques dont l'influence idéologique s'étend largement sur le territoire du Niger. C'est notamment le cas du Sheikh Abubakar Gumi, figure n°1 du mouvement, du Sheikh Abdullahi Pakistan, chef de l'*Izala* à Kano, ou encore du Sheikh Jafa'r, leader du groupe *Ahlus-Sunna*. Ce dernier, assassiné dans sa propre mosquée en 2007, est encore aujourd'hui le prédicateur de plus populaire au Niger, où les DVD de ses prêches circulent largement, représentant les meilleures ventes du marché. Au début des années 2000, le Sheikh Jafa'r avait comme disciple Muhammed Yusuf, futur leader du mouvement *Boko Haram*. Des dissensions internes et une lutte pour le contrôle du mouvement ont entraîné la mise à l'écart de Yusuf, alors ostracisé par le milieu *Izala*. En réaction, il a créé son propre groupe, plus radical, dont la dénomination « *Jamât al-Sunna li da'awa ti wal-Djihâd* »[1] associe l'idée de prosélytisme avec la notion de jihâd, donc de combat. Ce mouvement, contrairement à l'*Izala*, rejette le modèle éducatif occidental qu'il considère comme perverti, d'où l'appellation populaire dont il a fait l'objet et par laquelle le mouvement est désormais désigné : *Boko Haram*[2]. À partir de 2003, ce groupe s'est illustré dans une série d'actions violentes visant essentiellement le gouvernement fédéral nigérian et ses représentants (attaques de postes de police notamment), faisant de nombreuses victimes, en particulier dans l'Etat de Borno, où Muhammed Yusuf avait établi sa base. Armé et utilisé dans un premier temps par les politiciens locaux pour éliminer leurs opposants, la capacité d'action et de nuisance du groupe s'est rapidement renforcée, faisant de *Boko Haram* une menace sérieuse pour la stabilité nationale. En 2009, une opération de répression de grande ampleur menée par l'armée et la police nigérianes à Maiduguri entraîna la mort de près de 800 personnes et l'exécution extra-judiciaire de Muhammed Yusuf. Ces événements ont non seulement entraîné un mouvement d'exode de nombreux civils du Borno, notamment vers le Niger voisin, mais également la radicalisation accrue du mouvement. Malgré ces faits, les autorités fédérales nigérianes continuent, selon une tradition empreinte de xénophobie, d'expliquer que *Boko Haram* est un groupe constitué d'éléments extérieurs, d'étrangers venus essentiellement du Niger et du Tchad.

Dans le cadre de l'étude qu'il a réalisée sur les groupes radicaux au Niger, le Dr. Seyni Moumouni a effectué des enquêtes et des entretiens dans la région de Diffa, frontalière de l'Etat de Borno. Selon les résultats de ce travail de terrain, la région Est du

[1] Groupe sunnite pour la prédication et le Jihâd.

[2] *Boko*, terme haoussa dérivé de l'anglais *book*, désigne le livre - et donc l'éducation importée de l'étranger. Le terme *Haram*, en arabe désigne ce qui est défendu ou « pêché », en opposition à ce qui est autorisé ou *hallal*.

Niger est loin d'être imperméable aux idées véhiculées par *Boko Haram*. En effet, dès 2007, un groupe à l'idéologie similaire s'est formé à Diffa et a tenté de s'imposer, notamment au sein de la mosquée centrale de la ville. La virulence des prêches, dénoncée par des membres des mouvements confrériques, a amené les autorités à interdire l'accès de cette mosquée aux membres du groupe, qui se sont alors retirés dans des villages voisins. Parallèlement à ce phénomène de reproduction dogmatique, il semble que des militants de *Boko Haram* aient trouvé refuge au Niger, notamment après les actions de répression menées par l'armée nigériane, et composeraient par conséquent des « cellules dormantes » du mouvement sur le territoire du Niger. Ceci est d'autant plus vraisemblable qu'il existe des liens socio-économiques anciens et très étroits entre la région de Maiduguri et la région de Diffa, de nombreuses familles étant implantées de part et d'autre de la frontière. Le sud-est du Niger, éloigné de la capitale, échappe déjà dans une certaine mesure au contrôle de l'Etat (par exemple, la monnaie nigériane y est plus couramment utilisée que le franc cfa) et pourrait donc constituer un nouvel espace de recrutement et/ou de repli pour des mouvements comme *Boko Haram*, tout particulièrement si la répression au Nigéria continue à faire de nombreuses victimes parmi les populations civiles.

Selon plusieurs témoignages rapportés, la mosquée de Diffa aurait subi des menaces indirectes, puisque le livre de Muhammed Yusuf [1] y aurait été déposé, accompagné d'une lettre anonyme incitant à suivre les préceptes fournis dans ce livre[2]. Les témoignages recueillis semblent cependant rapporter que l'Etat nigérien – contrairement à son voisin nigérian – n'a pas fait appel à la force brutale pour réprimer les groupes d'activistes repérés. Certes il y a eu, semble-t-il, un bon nombre d'arrestations, mais les familles de ses personnes, interrogées par Seyni Moumouni, ont toutes affirmé savoir où se trouvaient leurs proches et avoir eu accès aux personnes arrêtées. L'action des services de sécurité nigériens a donc été très ciblée et basée sur des renseignements précis donnés par la population. Cependant, depuis les événements des mois de mai et juin 2013[3], la volonté de coopération de la population semble faiblir. La situation, extrêmement tendue, a rendu les forces de sécurité nerveuses au point d'ouvrir le feu par erreur sur des civils le 2 juin 2013 dans les rues de Niamey, tuant au moins un jeune homme. Jusqu'alors, on n'avait pas noté de dérapage qui pût avoir déclenché l'ire de la population. Il suffirait de quelques bavures supplémentaires pour que la paix civile se retrouve menacée et pour que la population – comme cela s'est produit au Nigéria en réaction aux violences des forces fédérales – adopte la loi du silence.

Par ailleurs, le Dr. Seyni Moumouni a pu constater le dynamisme de groupes salafistes - y compris de mouvements potentiellement violents - qui se manifeste tout particulièrement à travers des actions sociales dans les prisons ou dans les hôpitaux (visites, distribution de nourriture, de savon..). L'activité de ces groupes dans les prisons devrait faire l'objet d'une surveillance bien particulière, puisqu'il est aisé pour des mouvements radicaux de recruter parmi des personnes souvent désocialisées et parfois en conflit avec les

[1] Muhammad Yussuf, *Hadhihi 'aqîdatunâ wa manhaj da'watunâ* (« Nos principes et notre méthode de prédication islamique »).

[2] Le Dr. Seyni Moumouni, qui a réussi à se procurer un exemplaire de ce livre, en a traduit plusieurs passages dans son rapport.

[3] Le 23 mai 2013, deux attentats simultanés ont touché le camp militaire d'Agadez et les installations minières de la Somaïr à Arlit, faisant au total 23 morts. Ces attaques ont été revendiquées par le MUJAO, ainsi que par Mokhtar Belmokhtar, ancien lieutenant d'AQMI. Le 1er juin, la prison centrale de Niamey a été attaquée et 22 détenus se sont enfuis, donc plusieurs membres de *Boko Haram* ainsi que d'autres terroristes.

représentants de l'Etat central. On ne doit pas oublier qu'au Nigéria, *Boko Haram* a lancé de nombreuses attaques de prisons ces dernières années pour libérer des membres ainsi que des repris de justice convertis devenus des soldats efficaces pour la secte. La population pénale, en partie rompue à l'usage de la violence et liée à des réseaux mafieux, est potentiellement très utile à la montée en puissance d'un mouvement sectaire violent, notamment par sa capacité à le financer par le racket ou les attaques de banques, ainsi qu'à l'armer[1]. Dans les prisons tout comme dans les hôpitaux, l'Etat nigérien a tout intérêt à surveiller les actions de groupes se réclamant de la société civile mais qui pourraient en fait être les extensions visibles de groupes religieux radicaux désireux de recruter des membres et de se constituer un socle social en s'attirant les bonnes grâces de la population.

Les risques identifiés par les deux chercheurs ayant travaillé sur les groupes religieux radicaux au Niger et au Nigéria concernent donc la progression des mouvements violents tels que *Boko Haram* qui pourraient trouver au Niger des espaces de repli ainsi que de nouveaux adeptes. L'ampleur de ce risque est accentuée par la situation des pays limitrophes du Niger, particulièrement instable depuis la chute du régime Kadhafi ; tandis que l'Algérie et la Libye font face à une reprise des actions terroristes, le conflit au Mali illustre la capacité de nuisance des groupes djihadistes tels que le MUJAO et Ansaru. Le Niger représente un espace clé sur l'échiquier géopolitique sahélien et un « terrain de connexion » entre les groupes salafistes violents actifs en Libye, en Algérie, au Mali et au Nigéria. Jusqu'au mois de mai 2013, le Niger semblait capable de maîtriser la sécurité de son territoire malgré ces multiples menaces extérieures. Cependant, face à l'offensive militaire franco-africaine menée dans le nord Mali, les groupes djihadistes ont du modifier leur stratégie. Le double attentat survenu à Agadez et Arlit le 23 mai est la preuve que le Niger est à son tour en proie aux actions terroristes de groupes plus ou moins connectés entre eux, dont la nature des ramifications dans les différents pays de la région reste à identifier. Si les analystes pointent aujourd'hui du doigt le désert libyen comme centre névralgique de la dynamique terroriste, il ne faut pas minimiser la capacité des régions plus au sud à relier entre eux ces différents groupes et à devenir de nouveaux espaces de recrutement.

Les menaces qui pèsent aujourd'hui sur le Niger n'émanent pas d'un groupe particulier mais de l'ensemble des mouvements religieux radicaux et violents, actifs ou influents dans la région, des liens qu'ils peuvent entretenir entre eux ainsi que de leur capacité d'implantation. Au danger que représentent les attaques sporadiques et symboliques menées par AQMI et le MUJAO[2], s'ajoute le risque de contagion du phénomène

[1] L'attaque de la prison centrale de Niamey, le 1er juin 2013, atteste du caractère stratégique des établissements pénitentiaires au Niger. Il semble que l'attaque ait été menée par un groupe d'hommes armés à l'extérieur de la prison et les autorités nigériennes ont dans un premier temps affirmé que les assaillants étaient des membres de *Boko Haram*. Les déclarations officielles ont ensuite diffusé la thèse d'une évasion planifiée de l'intérieur mais ont confirmé la fuite d'une vingtaine de détenus, donc plusieurs membres de *Boko Haram* arrêtés au Niger et incarcérés depuis à Niamey. Cette action, la première du genre au Niger, laisse à penser que la capacité de nuisance de *Boko Haram* peut potentiellement déborder du Nigéria. Cela atteste par ailleurs de la diffusion des modes opératoires du groupe et de leur efficacité, y compris hors de son champs d'action traditionnel.

[2] Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI), qui a revendiqué cinq enlèvements d'Occidentaux (16 personnes au total) entre 2008 et 2011 au Niger, est probablement aussi responsable du dernier enlèvement en date : celui de six humanitaires africains en octobre 2012. Le Mouvement pour l'Unicité du Jihâd en Afrique de l'Ouest (MUJAO) a revendiqué le double attentat du 23 mai 2013 qui a fait 23 morts et 26 blessés à Agadez et à Arlit.

Boko Haram, dans lequel les actions, plus meurtrières encore, interviennent de manière quasiment quotidienne[1].

D'autre part, les résultats de ces enquêtes révèlent les risques liés à l'impact socio-politique du mouvement *Izala* au Niger. Mouvement connu et reconnu par l'Etat, devenu un des courants dominants du paysage islamique nigérien, l'*Izala* est néanmoins porteur de menaces sérieuses pour la cohésion et la stabilité d'une République du Niger fondée sur les principes de la laïcité et de la liberté religieuse. Pour le Dr. Danjibo, si le mouvement *Izala* ne représente pas une réelle menace pour la stabilité du Nigéria, c'est en raison de son importante population, composée de Chrétiens autant que de Musulmans et des puissants contre-pouvoirs existant dans ce pays. Selon lui, la configuration au Niger est très différente et l'*Izala* pourrait rapidement y imposer de profondes transformations sociétales débouchant sur des actions politiques ou pavant la voie à une « salafisation » galopante de la société[2].

L'importance prise par le mouvement *Izala* au Niger se traduit par une popularisation des idées réformistes radicales, dans le sens où les traditions confrériques sont non seulement remises en question, mais même fermement condamnées par la nouvelle vague de prêcheurs wahhabites, aguerris aux techniques de la *Da'wa*. Leur influence sur la jeunesse est très forte ; aujourd'hui, pour une grande partie des jeunes nigériens - y compris ceux qui ne se réclament pas du mouvement *Izala* - le wahhabisme est devenu la norme ; la référence à la *Sunna* et aux *Salafs*[3] a supplanté les pratiques antérieures, notamment celles de la *Tidjaniyya*, considérées par cette nouvelle génération de fidèles comme hérétiques. Les discours contestataires portés par le mouvement *Izala* concernent également le domaine politique puisqu'il appelle à un changement radical, condamnant la constitution « laïque et mécréante ». Enfin, les attaques de mai et juin 2013 au Niger n'ont pas fait l'objet de condamnation claire de la part des acteurs religieux, hormis ceux de l'Association Islamique du Niger, proche du pouvoir. Cette absence de réaction, qui montre qu'une partie de la sphère musulmane se désolidarise totalement de l'Etat, est un indicateur inquiétant des potentielles fractures à venir au sein de la société nigérienne. En effet, l'idéologie wahhabite, fortement mobilisatrice, offre un cadre propice à des modifications socio-politiques profondes qui remettraient en cause un certain nombre de principes républicains et de consensus sur lesquels repose l'équilibre institutionnel et social du Niger.

---

[1] Au cours de la seule année 2012, environ 190 actions armées ont été menées au Nigéria par *Boko Haram*, faisant, au total, plus de 1300 morts. Dans la seule journée du vendredi 20 janvier 2012, huit attaques simultanées lancées dans la ville de Kano ont fait plus de 200 morts. Des chiffres similaires circulent pour l'attaque de Baga, sur le lac Tchad, – et la répression qui suivit –, à la mi-mai 2013. De fait, jamais l'armée nigériane n'a mobilisé autant d'hommes sur un théâtre d'affrontement depuis la guerre du Biafra.

[2] Parmi les cas concrets d'actions politiques menées par les religieux le dernier en date a eu lieu en novembre 2012, lors des débats suscités par le texte relatif à la protection de la jeune fille en cours de scolarisation (l'Etat du Niger souhaitait rendre possible pour les jeunes filles scolarisées un recours en justice en cas de mariage forcé). Les associations religieuses sont montées au créneau, faisant reculer le gouvernement qui a finalement abandonné le projet de loi. Dans ce type d'actions contestataires, les imams *Izala* sont en première ligne.

[3] La *Sunna* est la tradition du prophète, c'est l'ensemble des règles et lois édictées par Mahomet. Les *Salafs* sont les pieux ancêtres, ceux qui ont bénéficié de l'enseignement du prophète : les compagnons de Mahomet et les deux générations suivantes. En prônant un retour aux préceptes des Salafs et une référence stricte à la Sunna, les mouvements salafistes ou wahhabites rejettent les innovations introduites par la suite (le concept de *Bid'a*).

Tableaux d'évaluation des risques :

Les risques liés aux mouvements radicaux, identifiés par Seyni Moumouni et Nathaniel Danjibo, sont répertoriés dans les deux tableaux suivants et évalués en fonction de leur probabilité d'occurrence, de leur sévérité potentielle ainsi que des mécanismes mis en place pour leur gestion ou leur prévention.

Seyni Moumouni : Dynamiques des mouvements radicaux au Niger

Risques	**Probabilité d'occurrence**	**L'impact**	**Processus de surveillance du risque**	**Responsabilité de la surveillance**
Accroissement du poids de la religion dans la société	9	8	5	Ministère de l'Intérieur, Direction des affaires religieuses
Emergence de courants islamistes radicaux	8	8	8	Ministère de l'Intérieur, Direction des affaires religieuses
Crise du modèle social et politique au profit des acteurs religieux	9	7	5	Présidence, Ministère de la justice
Problème de contrôle des frontières	5	7	8	Ministère de l'Intérieur, Direction de la surveillance du territoire

Justification des notes/Commentaires

Accroissement du poids de la religion dans la société

Colonne 1 : D'après nos enquêtes de terrain, augmentation de la fréquentation des mosquées par les jeunes, implication des femmes dans l'enseignement coranique…

Colonne 2 : Problème de gestion du fait religieux et impossibilité de mener des réformes, notamment sur le code de la famille.

Colonne 3 : La majorité de la population nigérienne se réclame de l'islam et ce poids pèse sur les débats autour des questions de société (islam et citoyenneté, laïcité, justice). L'Etat est parfois impuissant.

Emergence des courants islamistes radicaux

Colonne 1 : L'invasion de l'espace public par le religieux est un phénomène qui a commencé au début des années 1990 avec la démocratisation, notamment au profit des courants radicaux.

Colonne 2 : La présence des groupes islamistes s'est déjà faite remarquer à travers des actions de protestation violentes (contre le FIMA, les bars, les prostituées…) qui peuvent à

nouveau avoir lieu. La présence de groupes radicaux violents et actifs au Mali comme au Nigéria renforce cette menace.
Colonne 3 : Recours aux textes constitutionnels pour encadrer et contrôler les associations islamiques.

Crise du modèle social et politique au profit des acteurs religieux
Colonne 1 : Le faible indice de développement du pays attesté par la précarité, les famines chroniques, le chômage. Les crises politiques successives qui ont jalonné les dernières décennies.
Colonne 2 : De plus en plus, la société civile islamique joue un rôle social, prenant la place de l'Etat et attirant ainsi de plus en plus de sympathisants. Le phénomène de remplacement des acteurs étatiques par des acteurs religieux pourrait donc se développer encore davantage.
Colonne 3 : Ce risque est peu surveillé.

Problème de contrôle des frontières
Colonne 1 : La longueur et la porosité des frontières, notamment celle avec le Nigéria, posent des problèmes en terme de contrôle des flux.
Colonne 2 : Le manque de contrôle engendre une augmentation des trafics et des pratiques mafieuses. Cela permet également aux membres des groupes religieux radicaux des pays limitrophes de traverser la frontière et de trouver refuge au Niger.
Colonne 3 : Mobilisation des forces de sécurité, sensibilisation de la population, mise en place des patrouilles mixtes.

Nathaniel Danjibo : Dynamique des mouvements radicaux au Nigéria (et leur éventuelle impact au Niger)

Risks	**Probability of occurrence**	**Severity of the impact**	**Risk Assessment Process**	**Responsibility of the surveillance**
Propagation of hate ideology	10	10	8	Office of the National Security Advisor, Ministry of Defence, security agencies such as the State Security Service (SSS), National Intelligence Agency, the Police and Immigration Service. At the State Level: Ministry of Religious Affairs.
Disregard for traditional and state institutions	10	9	8	National Inter-Religious Council (NIIREC), Ministry of Local Government and Chieftaincy Affairs, Local Government Service Commission
Volatile relationship with other faith-based identities	8	8	5	Federal Ministry of Interior, State Ministry of Religious Affairs
Prospect of conflict containment	3	9		Ministry of National Planning, Ministry of Labour, Ministry of Youth and Sports, Ministry of Interior and Ministry of Finance

Marks justifications

Propagation of hate ideology:
Because of the lack of censorship by both the federal and state governments, most religious institutions and organizations have the freedom to propagate their different ideologies without check. It is therefore necessary for the federal, states and local government areas to use the necessary institutions at their disposal to make sure that faith-based organisations are put in check regarding the spread of their different ideologies.

Disregard for traditional and state institutions:
Traditional institutions have played prominent role in the administration of local communities. This is particularly the case with the Emirate system in Northern Nigeria, which is a patrimonial institution that has been incorporated into modern state administration. Disregard for both the state and traditional institutions would definitely heighten tensions between the Izala and these institutions, which will impact negatively on the political stability of the state and the nation at large. The fact is that FBOs that disregard both the traditional and state institutions will become victims of marginalization and instruments of sectarian violence.

Volatile relationship with other faith-based identities:
The spread of sectarian ideologies can become negatively consequential to social harmony as each sect will regard itself as the most pure thereby demonizing others. This would definitely bring about social exclusion and heighten tensile relationship with other groups that do not share same ideologies. Furthermore, competition for assertion and resistance by other group poses serious risk for social and political stability.

Prospect of conflict containment:
The prospect for containing sectarian ideology is very low and this is because of the combination of several factors. Apart from the fact that religion is a very sensitive issue which government handles diplomatically, the Nigerian state has not been able to come up with a clear position on the place of religion in national development. The country has not also been able to harness its wealth and resources to mitigate poverty and youth unemployment which has become the bane of peace, security and stability in the society.

_____

CRISE DE L'EDUCATION PUBLIQUE ET EMERGENCE DE « L'ECOLE RELIGIEUSE »

Dans un contexte de crise de l'éducation, où l'école publique laïque n'arrive plus à assurer la formation d'une élite et à l'insérer dans la société moderne, une alternative religieuse se développe, entraînant une diversification de l'offre scolaire. Le développement d'un enseignement privé, basée sur l'apprentissage des principes islamiques, s'explique notamment par la déception des parents face au modèle proposé par l'école publique, paupérisée et confrontée à d'importants challenges organisationnels. Cette dernière souffre d'une baisse sensible de la qualité de l'enseignement et elle est souvent perçue comme déconnectée de son environnement socio-économique, ne présentant pas suffisamment de perspectives en terme de débouchés professionnels. Ce phénomène s'explique également par une islamisation de plus en plus marquée de la société nigérienne, les mouvements religieux ayant pris une ampleur considérable, dans les campagnes comme dans les villes, où ils ont d'abord infiltré et séduit le milieu des commerçants avant de toucher aujourd'hui une part de l'élite intellectuelle. Il en résulte une réorientation de la demande éducative à laquelle répond une forte résurgence de l'enseignement islamique, qu'il soit officiel (médersas, écoles franco-arabes) ou informel (écoles coraniques).

Jusqu'au début des années 1990, l'Etat nigérien encadrait strictement les activités religieuses et limitait les influences extérieures par le biais de l'Association Islamique du Niger, seule structure autorisée, implantée dans tout le pays et présente à tous les niveaux de la société. Le processus de démocratisation commencé en 1991 a entamé la capacité de l'Etat à exercer un contrôle efficace en favorisant la multiplication des associations religieuses, et notamment celles liées au mouvement *Izala*, particulièrement actives dans le secteur éducatif. Par ailleurs, les plans d'ajustement structurels imposés au Niger par le FMI et la Banque Mondiale ont encouragé le développement d'une offre éducative privée et le transfert vers le secteur privé et la société civile d'une partie des prérogatives de l'Etat en matière de politique éducative. Ce contexte était particulièrement favorable à l'émergence d'un système éducatif alternatif dominé par les associations religieuses. Des acteurs privés - souvent des commerçants - ont pu financer la construction d'écoles dans lesquelles l'enseignement religieux est associé à celui des matières inscrites au programme officiel. Les promoteurs de ces écoles souhaitent introduire un modèle scolaire différent de celui des écoles coraniques « traditionnelles » où l'apprentissage est essentiellement axé sur la mémorisation des versets du Coran et sur l'assimilation des principes essentiels de la morale islamique. Ils s'inscrivent dans une démarche de diffusion d'un savoir islamique rénové, basé sur un meilleur accès aux textes religieux grâce à l'apprentissage de la langue arabe[1]. Officiellement, ces médersas privées sont contrôlées par l'Etat, tant du point de vue administratif que pédagogique, notamment pour ce qui concerne le respect des curricula. Dans les faits cependant, les outils de suivi et d'inspection sont peu effectifs et, pour une grande partie, les modalités de fonctionnement et les contenus pédagogiques dispensés par ces écoles échappent au contrôle par l'Etat.

L'étude du phénomène d'islamisation du secteur éducatif au Niger a été réalisée par Mahamane Tahirou Ali Bako. Son objectif était de faire ressortir les pratiques et les symboliques développées dans les médersas (ou écoles franco-arabes), de comprendre

[1] Voir MEUNIER Olivier, *Dynamique de l'enseignement islamique au Niger, le cas de la ville de Maradi*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 241.

quelles sont les logiques qui y prévalent et en quoi elles peuvent être porteuses de risques pour la société nigérienne. La capacité de l'Etat à imposer son autorité sur ces écoles a également été examinée, notamment pour ce qui est du processus de délivrance des autorisations administratives pour la création d'établissements franco-arabes et du fonctionnement des dispositifs de contrôle des médersas. Ce travail de recherche s'est déroulé à Niamey car c'est là que se trouvent les sièges nationaux des associations islamiques et les ministères de tutelle des médersas. C'est aussi dans la capitale nigérienne que se concentre un nombre important de médersas financées par des associations religieuses, des mécènes et des ONG islamiques. Les écoles coraniques informelles - sur lesquelles l'Etat n'a aucun moyen de contrôle - n'ont pas été prises en compte et pourraient faire l'objet d'une étude distincte. Les enquêtes n'ont ciblé que des médersas publiques ou privées reconnues par l'Etat. Le complexe scolaire privé *Sabilil Islam* et le CES franco-arabe Plateau, établissement public, ont été retenus comme sites de référence. Deux autres écoles, le complexe *Almocktoum* et l'école privée *Ibadourahmane,* faisaient partie des sites retenus au départ mais les recherches ont dû être interrompues après quelques jours d'enquête sur demande catégorique des responsables administratifs de ces établissements. Le manque de transparence de ces deux derniers établissements doit être source d'inquiétude et témoigne d'une certaine nervosité des acteurs s'agissant de l'alignement de ces écoles religieuses avec la doctrine éducative officiel de l'Etat nigérien.

Les établissements sur lesquels ont porté les enquêtes sont très différents les uns des autres, notamment en ce qui concerne le fonctionnement au quotidien et les moyens dont ils disposent. On doit distinguer les écoles franco-arabes « riches » et les écoles franco-arabes « pauvres ». Les premières bénéficient de soutiens financiers et logistiques importants provenant de mécènes, d'ONG ou d'associations arabo-islamiques. Elles se caractérisent par des infrastructures et une logistique de qualité, un niveau d'enseignement en ligne avec les objectifs officiels, ce qui se traduit par un fort taux de réussite aux examens de fin d'année. C'est le cas du complexe *Almocktoum* - qui bénéficie d'un financement privé d'origine koweitien - et de l'école privée *Ibadourahmane*. Ces deux établissements tentent de répondre à une forte demande en matière d'éducation de la part des classes sociales moyennes et aisées. Il est intéressant de noter que l'école franco-arabe *Ibadourahamane*, qui bénéficie d'une très bonne réputation et d'un succès grandissant, est officiellement reconnue par l'Etat comme une école « classique » et, à ce titre, ne peut dispenser un enseignement islamique. Pourtant, dans les faits, le savoir religieux fait partie intégrante du cursus suivi par les élèves de l'établissement.

Dans la seconde catégorie, celle des écoles franco-arabes « pauvres », on trouve le complexe scolaire privé franco-arabe *Sabilil Islam* et le CES franco-arabe Plateau (établissement public). *Sabilil Islam* a été fondé par Mahamane Sani Tahirou, un commerçant *Izala* qui a choisi, comme beaucoup d'autres, d'utiliser l'école pour diffuser un discours religieux spécifique. Les capacités financières de ce commerçant sont cependant limitées et son école rencontre d'importants problèmes de fonctionnement : les classes ne sont pas conformes aux normes officielles, l'école manque de personnel enseignant, la qualité de l'enseignement ne répond pas aux objectifs officiels, le personnel est victime d'importants arriérés de salaires et le manque de matériel didactique est criant. Les élèves sont issus des classes sociales les plus défavorisées de la société nigérienne. Le CES franco-arabe Plateau connaît, dans une moindre mesure, des problèmes similaires.

Au niveau juridique, l'Etat nigérien a mis en place un arsenal de textes réglementaires lui permettant de superviser les écoles franco-arabes qu'elles soient publiques ou privées. La

direction de l'enseignement arabe (DEA) et la direction l'enseignement privé (DEPRI) sont les principaux organes régissant le fonctionnement des écoles franco-arabes ; la première est chargée de contribuer à l'élaboration et à l'exécution de la politique nationale en matière d'enseignement franco-arabe et la seconde se concentre sur la mise en œuvre des directives et leur suivi. Cependant, ces deux directions éprouvent de grandes difficultés à mener à bien leurs missions, notamment en raison du manque de capacité managériale, de moyens humains, logistiques et financiers.

A Niamey, 13 établissements d'enseignement privé franco-arabes sont reconnus par l'Etat. La direction de l'enseignement privé doit donc, par le biais de ses agents, s'assurer du respect des normes concernant les infrastructures, de la conformité du fonctionnement interne avec les textes officiels, contrôler le contenu des programmes ainsi que la qualité de l'enseignement et la gestion financière de chaque école. Les 13 agents de la direction de l'enseignement privé sont chargés d'inspecter ces écoles deux fois par an. Un véhicule est prévu à cet effet, toutefois, il n'est pas toujours approvisionné en carburant, ce qui rend les inspections très irrégulières. Quant à l'obtention d'une autorisation pour l'ouverture d'une école privée, elle est sensée être subordonnée à la constitution de dossiers administratifs évalués par une commission nationale. Or, dans les faits, les conditions d'ouverture d'une école privée ne sont pas toujours respectées par les promoteurs des écoles et la DEPRI n'exerce pas un contrôle efficace et permanent. Enfin, l'étude montre que la DEPRI fait parfois preuve d'une certaine complaisance vis-à-vis des médersas et ferme les yeux sur certaines irrégularités. En effet, les connivences politiques ou bien les pressions exercées par les acteurs religieux entravent le processus de contrôle que l'Etat tente d'appliquer aux écoles privées.

Là encore, la comparaison avec le nord Nigéria est intéressante. Le Dr. Danjibo, qui a étudié le phénomène d'islamisation du système éducatif à Kano souligne le recul de l'Etat, ces dernières années, en terme de politique éducative ainsi que de sa capacité à contrôler des établissements scolaires privés. Au Nigéria, on assiste également à une forte montée en puissance des acteurs privés dans le système éducatif. Comparativement au Niger, les échelles de grandeur sont décuplées et les businessmen nigérians peuvent mobiliser des sommes colossales au profit des médersas[1]. D'autre part, le lobby religieux y est pour le moment plus puissant qu'au Niger et influence plus ouvertement la sphère politique. A Kano, les principaux leaders religieux sont riches, puissants et chacun d'eux possède sa propre école. Dans une optique électoraliste, le gouvernement les ménage et évite soigneusement toute confrontation avec eux. De plus, les risques de voir exploser la violence en raison de tensions politiques ou religieuses sont forts au nord Nigéria et par conséquent, l'Etat de Kano fait des concessions aux écoles islamiques en vue de préserver une certaine paix sociale. Cette situation entraîne une certaine autonomie des écoles islamiques et un contrôle très limité de l'Etat nigérian sur celles-ci, qui peuvent par conséquent diffuser un savoir, des pratiques et des idéologies religieuses parmi les plus radicales, comme c'est le cas dans les écoles *Izala*, plutôt qu'un imaginaire national fondé sur des valeurs qui promeuvent la tolérance et le vivre ensemble.

Au Niger, les démarches administratives pour créer une médersa sont plus contraignantes et il existe plusieurs formes de limitation des activités religieuses dans les écoles, notamment les contrôles réalisés par la direction de l'enseignement privé, lorsqu'ils ont lieu. Pourtant, les associations religieuses nigériennes ont développé des stratégies de

[1] Le businessman Sanusi Dantata par exemple, une des plus grosses fortunes du Nigéria, finance des écoles privées d'obédience *Izala*.

contournement de ces barrières institutionnelles au sein des écoles. Ainsi, c'est lors des activités extra-scolaires, c'est à dire pendant les heures où n'est dispensé aucun cours (récréation, fin de journée, weekend) que se déroulent les activités religieuses. Ce sont des prières collectives ou des séances de prêche par exemple. Lorsqu'elles sont animées par des acteurs religieux aux discours radicaux, ces activités religieuses peuvent représenter une menace pour la cohésion et la stabilité de l'Etat. Certains prêches dispensés dans les médersas dénoncent en effet le caractère laïc de la République et attaquent les fondements de la Constitution. Tandis que l'école de la République est sensée promouvoir des valeurs de tolérance et d'unité dans le respect de la diversité, le discret travail de sape de certaines écoles, financées à la fois par des mouvements sectaires et par des fonds publics, contribue à détacher une partie de la jeunesse d'un idéal national qui mobiliserait autour de thèmes rassembleurs.

Au Niger, la crise du secteur éducatif public a entraîné l'émergence d'un modèle alternatif privé qui échappe en partie au contrôle de l'Etat. Parallèlement, l'explosion de la demande d'éducation avec un contenu religieux correspond à une réalité sociétale forte que la sphère politique ne peut ni ignorer, ni négliger. La réponse de l'Etat nigérien face à ce phénomène passe donc par des concessions faites aux médersas et s'illustre même par une politique de renforcement de ces écoles, à travers un système de financement public. En effet, un établissement privé franco-arabe qui, après 2 ans d'existence, se conforme aux règles officielles peut bénéficier d'une subvention, financière ou matérielle, octroyée par l'Etat.

Comme au Nigéria voisin, c'est en particulier au mouvement *Izala* que profite cette situation. En effet, une des caractéristiques de ce mouvement est un prosélytisme actif dans lequel les écoles jouent un rôle essentiel. De plus, il bénéficie du soutien d'opérateurs économiques plus ou moins puissants et influents, qui financent les différentes activités de prédication, d'enseignement et, d'une manière générale, de diffusion de l'idéologie wahhabite.

Selon les résultats de l'étude menée à Niamey, deux principaux facteurs sont particulièrement porteurs de risques :

- Le fait que certains comportements comme les prières collectives dans les cours des écoles, le port du *hijab* ou les prêches (souvent virulents contre l'Etat ou prônant une islamisation radicale de la société) remettent en cause le caractère laïque de l'école soient le plus souvent acceptés ou tolérés par les autorités en charge de l'éducation.
- La possibilité d'assister, à moyen terme et graduellement, à une substitution des activités religieuses aux activités éducatives. Les écoles privées franco-arabes serviraient alors de tremplin aux associations islamiques dans leur politique d'institutionnalisation d'une mouvance religieuse, en particulier l'*Izala*.

L'exemple du Nigéria semble indiquer que le renforcement des institutions scolaires associées à des mouvements religieux est une tendance forte dans le paysage éducatif de la région. Le cas nigérian préfigure des processus semblables au Niger. Cette érosion de l'école publique laïque accompagne un mouvement de désengagement de l'Etat qui souhaite se décharger d'un secteur budgétivore, affecté par la corruption, la dégradation des infrastructures et la forte croissance démographique. A court et moyen termes, le caractère laïc de l'éducation publique au Niger et les valeurs républicaines et démocratiques qui s'y rattachent, ne peuvent qu'en souffrir. L'Etat doit trouver les moyens d'imposer des normes et des contenus qui correspondent aux valeurs qu'il entend promouvoir, tout en apportant

une réponse pédagogique appropriée aux aspirations d'une partie grandissante de la population pour un enseignement moral, linguistique et religieux inspiré des valeurs de l'Islam. L'Etat nigérien a tout intérêt à encadrer un tel enseignement plutôt qu'à laisser l'initiative à des mouvements sectaires. Par ailleurs, l'Etat nigérien doit résister à la tentation de confier au secteur privé une partie grandissante de l'appareil éducatif. Au contraire, il doit reconquérir une partie de son public en faisant du renforcement qualitatif du secteur éducatif, de la petite enfance au supérieur, une priorité nationale et budgétaire absolue. La résistance face au phagocytage du système éducatif par les mouvements sectaires ne pourra pas seulement se faire par voie réglementaire, il se fera avant tout en gagnant la bataille de l'éducation pour tous et de la qualité. Les bailleurs de fond qui financent le secteur éducatif doivent exiger des garanties dans ces différents domaines.

Tableau d'évaluation des risques identifiés

Indicateurs / Risques	**Probabilité d'occurrence**	**Sévérité de l'impact**	**Processus de surveillance**	**Responsabilité (autorité responsable de la surveillance)**
Diffusion de l'idéologie *« Izala »* dans le système scolaire franco-arabe au Niger	8	6	4	Direction de l'enseignement privé (DEPRI) et Direction de l'enseignement Arabe (DEA) au niveau du Ministère de l'éducation national, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MEN/A/PLN) et du Ministère des enseignements moyen, supérieur de la recherche et de la technologie (MEMS/RT)
Risque de prévalence des activités religieuses sur les activités académiques	6	8	4	Direction de l'enseignement privé (DEPRI) et Direction de l'enseignement Arabe (DEA) au niveau du Ministère de l'éducation national, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MEN/A/PLN) et du Ministère des enseignements moyen, supérieur de la recherche et de la technologie (MEMS/RT)
Existence des groupes de pression qui plaident pour une ouverture de tout l'espace éducatif aux associations islamiques	8	7	6	Direction des affaires religieuses et de l'action humanitaire ; Police nationale (Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses) ; Division des ONG au ministère du plan de l'aménagement du territoire et du développement communautaire ; Gendarmerie nationale.

Justification des notes/Commentaires :

Diffusion de l'idéologie *« Izala »*dans le système scolaire franco-arabe au Niger

Colonne 1 : Une grande partie des médersas privées est portée par des associations et des mécènes de la mouvance *Izala* qui est un mouvement réformiste sunnite originaire du Nord Nigéria dont le nom complet est *Jama'at Izalat al-bid'a wa iqamat al-Sunna* (mouvement pour la suppression de l'innovation et l'instauration de la Sunna). Il prône le « *Jihad du savoir »* à travers la création des écoles pour la promotion et le développement de son idéologie.

Colonne 2 : Face à la crise que connait l'école publique, les parents d'élèves se tournent de plus en plus vers une éducation islamique. Cette dernière, à travers les prêches, a considérablement séduit la société nigérienne surtout au niveau des classes sociales modestes et moyennes.

Colonne 3 : Il y a un manque de rigueur au niveau la commission chargée d'étudier les dossiers de demande de création et d'ouverture des établissements scolaires privés et de la division de l'administration des établissements. L'interdiction de la pratique de la religion dans les écoles est difficile au sein d'une société de plus en plus islamisée.

Risque de prévalence des activités religieuses sur les activités académiques

Colonne 1 : Les prêches, les prières collectives et les tenues vestimentaires spécifiques (port du hijab chez les filles) constituent les indicateurs visibles de cette prévalence. Or, officiellement les médersas sont des établissements laïcs. La présence de mosquées et les prières collectives dans les cours des écoles sont interdites.

Colonne 2 : La prévalence des activités religieuses sur les activités académiques peut avoir pour conséquence la baisse de la qualité de l'enseignement (résultats aux examens) mais aussi dénaturer voir contredire le type de message que l'Etat veut transmettre à travers l'école. Elle peut également avoir des conséquences sur le type de citoyen que l'école veut former.

Colonne 3 : le contrôle de la DEPRI à travers la division du suivi de la performance des établissements privés est souvent complaisant, au nom de certaines considérations sociales et religieuses. Les prières collectives, le port du hijab par les filles et la présence des mosquées dans les écoles sont tolérés voir appréciés par certains responsables administratifs et par les parents d'élèves.

Existence des groupes de pression qui plaident pour une ouverture de tout l'espace éducatif aux associations islamiques

Colonne 1 : Le lobbying sur le plan socio-politique de certains responsables des associations islamiques et autorités politiques en faveur de cette idée est évident. Depuis les années 1990, nous assistons à une « islamisation » des scènes publique et politique nigériennes ; Pour preuve, la prolifération des associations islamiques qui revendiquent un droit de regard sur la gestion de l'Etat dans les domaines tels que l'éducation et la justice, la création en 2010 d'un ministère des affaires religieuses ou encore le Président de la République qui prête serment sur le Coran.

Colonne 2 : L'insécurité dans la zone sahélo-saharienne (guerre en Libye, occupation du nord Mali par des islamistes, terrorisme de *Boko Haram* au nord Nigéria) accentue ce risque. La remise en cause de la laïcité de l'Etat (création d'un Etat islamique) et de certaines libertés fondamentales est à craindre.

Colonne 3 : C'est surtout au niveau des forces de défense et de sécurité que la vigilance est de mise. Le danger semble également venir de l'extérieur (nord Mali et nord Nigéria). Une attention particulière est portée aux activités formelles et informelles des ONG et associations islamiques qu'elles soient nationales ou internationales.

_____

2. LES RISQUES LIÉS À LA FRAGILITÉ DE L'ETAT

Le second axe de recherche concerne les facteurs de risque propres à un Etat faible qui dispose de moyens limités pour assurer le bon fonctionnement des services publics. Au sein de cet axe, deux aspects ont été traités : d'abord la définition des politiques publiques en terme l'accès à l'emploi et à l'énergie, ensuite, le fonctionnement des structures publiques mises en place dans le cadre de la gestion des crises alimentaires. Ici sont analysés les risques encourus par le Niger en raison de la difficulté de l'Etat à enrayer des phénomènes potentiellement dangereux et à contrôler des secteurs d'activités clés ou bien en raison du caractère propre des crises en questions, profondes et récurrentes, auxquelles un Etat en développement a du mal à faire face.

L'ACCES A L'ENERGIE ELECTRIQUE : INEGALITES, TENSIONS SOCIALES ET ENJEUX POLITIQUES

Au Niger, l'électricité est fournie par la NIGELEC, une société d'économie mixte dont l'Etat est actionnaire à 94%. Le reste du capital de la société se répartit entre son personnel (3,73%), la banque privée Sonibank (0,60%), l'Agence Française de Développement (0,45%) et les Communes de Niamey, Maradi, Tahoua et Zinder (0,13%). Depuis plusieurs années, la NIGELEC fait face à de graves difficultés en matière de capacités de production et de distribution de l'énergie électrique. Ces difficultés sont liées à la vétusté des équipements de la NIGELEC, aux disfonctionnements de son réseau de distribution ainsi qu'à des difficultés d'interconnexion avec la société nigériane d'électricité - la NEPA (National Electric Power Authority), privatisée en 2005 et devenue depuis la PHCN (Power Holding Company of Nigeria). Ces problèmes, accentués par l'évolution exponentielle de la demande en énergie électrique, se manifestent chaque année avec plus d'acuité, notamment par des interruptions intempestives de la fourniture électrique. Ces coupures récurrentes causent des pertes importantes chez les opérateurs économiques ainsi que dans les ménages, en particulier pendant les mois les plus chauds de l'année. Dans cette étude, la question de la fourniture d'électricité a été choisie comme étude de cas représentative des risques liés aux infrastructures, car il n'a pas été possible compte-tenu des moyens et du temps imparti de couvrir l'ensemble de ces dernières.

Au-delà de la simple question des risques économiques, industriels et sociaux qu'entraîne un accès pour le moins chaotique à l'énergie électrique, la question de la dépendance énergétique et les solutions développées par le Niger pour y remédier sont liés à des enjeux géopolitiques majeurs avec des répercussions potentiellement graves du point de vue des relations avec le Nigéria voisin.

Ces questions ont été analysées par le Dr. Illa Ahmet. Les enquêtes se sont essentiellement déroulées à Niamey, aux sièges des institutions en charge des politiques énergétiques ainsi qu'auprès des différents acteurs impliqués, que ce soit les décideurs, les responsables et les techniciens de la NIGELEC ou encore les simples consommateurs. À l'issue de ses recherches de terrain, Illa Ahmet a pu identifier un certain nombre de problèmes, potentiellement facteurs de risques même si, dans l'ensemble, nous trouvons que l'analyse aurait pu être conduite plus loin. Tout d'abord, sur le plan social, les coupures intempestives d'électricité dues à la faible capacité de production ainsi qu'à la vétusté des infrastructures de la NIGELEC sont sources d'inégalités sociales. Elles provoquent en effet des pertes de produits frais car les investissements et les frais de fonctionnement supplémentaires nécessaires à l'achat, l'alimentation en carburant et la maintenance de générateurs ne peuvent être consentis par les petits commerçants et la majorité des ménages. Ces pertes concernent en particulier les vendeurs de produits laitiers, très nombreux dans les villes du Niger. Les revenus hebdomadaires de ces commerçants dépendent en grande partie de l'écoulement de ces produits. Les yaourts et les sachets de lait caillé sont consommés en très grande quantité au Niger et représentent la principale industrie agro-alimentaire nationale[1]. Par conséquent, les difficultés de conservation des produits laitiers nigériens affectent directement leur consommation et représentent un

[1] Trois sociétés de production de produits laitiers dominent le marché nigérien. L'une est publique (la Société laitière du Niger - *Solani*) et les deux autres sont privées (*Laban* et *Kossom)*. La production et le conditionnement du yaourt et du lait caillé se fait à Niamey dans les usines de ces sociétés mais les produits frais sont ensuite distribués sur l'ensemble du territoire.

manque à gagner ainsi qu'un frein au développement du secteur agroalimentaire. Ceci n'est qu'un exemple parmi de nombreux risques économiques liés aux déficiences de la fourniture d'électricité et qui touchent les classes urbaines défavorisées et les classes moyennes inférieures. Pris séparément, leurs impacts peuvent paraître insignifiants, mais mis ensemble ils créent des conditions défavorables au développement d'activités économiques pérennes et sont un facteur d'insécurité parmi les classes urbaines les plus exposées à la pauvreté.

Au Niger, le pourcentage de la population ayant accès à l'énergie électrique est extrêmement faible et les disparités entre zones rurales et zones urbaines sont criantes : tandis que la moyenne nationale est de 8%, le taux d'accès en ville est de 41 % (53% à Niamey) et inférieur à 1% dans les campagnes[1]. Si dans les villages, la fourniture d'électricité n'est tout simplement pas assurée, dans les villes c'est la l'insuffisance de la puissance disponible qui pose problème. Le système de distribution obéit au principe de délestage quartier par quartier qui désavantage largement les quartiers populaires et périphériques. En effet, les coupures sont plus nombreuses et plus longues dans les quartiers défavorisés que dans les zones administratives ou résidentielles. Aux pertes occasionnées s'ajoute donc le sentiment que l'énergie est fournie de façon sélective et injuste, ce qui provoque un vif mécontentement au sein de la population, évoluant parfois en mouvements d'humeur qui peuvent se transformer en émeutes. À Gaya, dans le sud-ouest du pays, il y a eu des manifestations populaires lors du passage d'une mission des agents de la NIGELEC. A Konni et à Tanout, ces manifestations ont été suivies par le saccage du domicile du Directeur local de la NIGELEC[2].

Ces interruptions ont également un impact négatif sur l'activité des services publics. Les structures administratives ne disposent pas toujours de sources alternatives d'électricité et les coupures prolongées provoquent d'importants retards dans le fonctionnement général de certains services. Enfin, la question de l'augmentation de l'insécurité due au manque d'éclairage (vols et agressions nocturnes mais surtout cambriolages) est souvent revenue dans les entretiens effectués avec les usagers de la NIGELEC, notamment ceux des quartiers périphériques.

Sur le plan économique, ce n'est pas seulement le commerce informel qui est pénalisé par les coupures d'électricité mais bien l'ensemble de l'économie nigérienne. En 2011, le pays subissait en moyenne 21 coupures de courant par mois et 41% des entreprises nigériennes estimaient que la mauvaise fourniture d'électricité représentait une « contrainte pour leurs activités »[3]. Seules 20% des entreprises disposaient alors de leur propre générateur – une alternative coûteuse - et le secteur de l'hôtellerie semblait le plus touché avec 70% des établissements hôteliers qui déploraient les régulières coupures de courant[4]. La pénurie du courant électrique menace également la croissance de l'industrie minière qui dépend d'une expansion de la production d'électricité capable de soutenir l'activité des industries extractives. La NIGELEC a notamment des problèmes avec la Société Minière du Liptako (SML) qui exige que ses besoins énergétiques soient satisfaits à 90% soit 4,5 mégawatts. Enfin, l'accès à l'énergie conditionnant en partie les investissements domestiques et étrangers, les problèmes de fourniture électrique contribuent à décourager les entreprises qui souhaiteraient éventuellement s'implanter au Niger.

[1] Africa Infrastructure Country Diagnostic (AICD), Rapport pays : Niger, 2011, p. 30.
[2] Entretien avec le chef de maintenance électrique de la NIGELEC, réalisé pour cette enquête.
[3] Africa Infrastructure Country Diagnostic (AICD), Rapport pays : Niger, *op. cit*., p. 30.
[4] *Idem*.

À de nombreux niveaux et à court terme, la NIGELEC risque de ne plus être capable d'honorer son cahier de charges. Elle n'est déjà plus en mesure d'assurer la réserve froide, c'est-à-dire de disposer de réserves d'énergie suffisantes et disponibles à tout moment pour faire face temporairement à d'éventuelles interruptions de la fourniture électrique par le Nigéria. Selon le chef du service maintenance de NIGELEC de Goudel (Niamey) : « *Partout où on est alimenté par le Nigéria, il y a des réserves froides. Mais, elles ne suffisent pas pour fournir les localités où elles sont installées ».*

La solution envisagée par la République du Niger est la construction d'un barrage hydroélectrique sur le fleuve Niger, qui puisse subvenir aux besoins en électricité du pays voire de faire du Niger un exportateur majeur d'électricité dans la sous-région. À moyen terme, un tel équipement permettrait au Niger de s'affranchir de sa dépendance énergétique vis-à-vis du Nigéria. C'est à partir du début des années 1970, durant la 1ère République, que le projet de barrage de Kandadji a été mis à l'étude. Il fut ensuite repris par le régime militaire à partir de 1974, devenant un des projets phares de la politique d'autosuffisance mise en place par le Président Seyni Kountché. Pourtant, le barrage de Kandadji est resté à l'état de projet pendant près de cinquante ans. Le lancement des travaux de construction, annoncés à grand renfort de déclarations politiques en mai 2011 n'a guère pas dépassé le stade de l'inauguration (7% du projet réalisé après deux ans). Malgré un financement total dont le montant est estimé entre 700 millions et un milliard de dollars, fourni par un consortium d'une dizaine de financiers internationaux dont la banque mondiale, la banque africaine de développement, la banque islamique de développement et d'autres fonds arabes, le projet a tourné au fiasco, probablement parce que la société russe Zarubezhvodstroy qui avait décroché le contrat n'a pas été en mesure de le conduire à bien. Le sujet est aujourd'hui largement débattu sur la toile où la société russe est accusée d'avoir payer en dessous de table de quoi faire oublier la mauvaise qualité technique de son projet et l'absence de garanties financières satisfaisantes[1]. Toujours est-il que le projet a été retiré à la société russe par le gouvernement le 18 juillet 2013, qui devra trouver un autre constructeur, probablement chinois. Une entreprise chinoise était arrivée en deuxième position lors de l'appel d'offre qui avait débouché sur la signature du contrat par la société russe en septembre 2010. Cependant, au-delà des détails malheureux de l'échec d'un tel projet d'aménagement du territoire sur plus de 40 années, ce qui retient notre attention dans le cadre de cette étude, ce sont les risques politiques inhérents à ce projet. En effet, la question de la construction du barrage de Kandadji n'est pas seulement une question de politique intérieure pour le Niger. C'est aussi une question qui pourrait créer des tensions fortes entre le Niger et le Nigéria. L'essentiel du problème est parfaitement résumé dans un article paru en 2009 dans la presse nigériane[2], au moment où se faisaient les études techniques et où le projet de barrage devenait de plus en plus concret : la construction du barrage de Kandadji suscitait alors des interrogations concernant son impact sur l'hydrologie du fleuve Niger en territoire nigérian. Plus particulièrement, les risques perçus concernent l'impact du projet sur la l'irrigation dans les états fédérés riverains du fleuve au Nigéria et la capacité de production de ce pays à travers ses deux centrales hydroélectriques de Kaindji et Jebba, situées sur le fleuve Niger à plusieurs centaines de kilomètres en aval du futur barrage de Kandadji. C'est justement ce risque qui explique en partie la décision stratégique

[1] Voir par exemple l'article «Barrage de Kandadji: tout sur le contrat de l'entreprise russe», *Le Niger dans le Web*, www.tamtaminfo.com, daté du 23 juillet 2013.

[2] Martin Ayankola, «New Dam on River Niger : Why it is crucial for Nigeria to respond», www.businessdayonline.com, 7 janvier 2009.

du Nigéria, prise en 1976[1], de fournir de l'électricité au Niger à un tarif préférentiel plutôt que de le voir investir dans un projet de barrage. Il y a là des intérêts géostratégiques considérables pour les deux voisins et la fourniture d'énergie électrique au Niger par le Nigéria est également un moyen d'influence important pour ce dernier. Le début d'une production d'hydrocarbures par le Niger et la construction du barrage de Kandadji sont peut-être les prémices d'une autonomisation du Niger vis-à-vis de son grand voisin méridional, voire même – sur le long terme - d'un renversement des flux de circulation des énergies, le Niger passant du statut d'importateur à celui d'exportateur d'énergie dans la sous-région et notamment vers le nord du Nigéria. L'influence du Nigéria dans la sous-région se trouverait durablement amoindrie par un tel retournement, ce qui pourrait entraîner un raidissement des relations entre les deux pays voire engendrer des conflits autour de questions de la maîtrise de l'eau, du contrôle des frontières ou tout autre prétexte qui donnerait au Nigéria l'occasion de monter au créneau pour ré-imposer sa domination.

Clairement, ce scénario est loin d'être écrit, car la seule mise en place du barrage ne fera pas du Niger un pays exportateur, le surplus d'énergie (puissance estimée à 130 MW, soit environ un doublement des capacités actuelles) sera sans doute absorbé par la demande domestique grandissante. Si cependant se greffent au barrage la centrale au diesel de Gorou Banda (puissance estimée à 100 MW) et la centrale à charbon de Salkadamna (puissance estimée à 200MW, extensible à 600), et que l'interconnexion électrique du pays est améliorée, la situation pourrait devenir très différente. Dans tous les cas, il conviendra, dès que le barrage et les autres centrales passeront de l'état de projets à celui de réalités palpables, d'observer et de prévenir les tensions qui pourraient advenir entre les deux pays.

Tableau des risques en matière d'accès à l'énergie électrique au Niger

Risques	**Probabilité d'occurrence**	**La sévérité de l'impact**	**Processus de surveillance du risque**	**Responsabilité de la surveillance**
Economique	7	9	3	Ministère de l'Energie et du pétrole, la Nigelec, Ministère de l'économie et de finances.
Social	8	7	2	Etat, Ministère de l'Energie et du pétrole, la Nigelec, Ministère de l'économie et de finances, société civile.
Environnemental	4	5	1	Etat, Ministère de l'Energie et du pétrole, Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement, la Nigelec, la Société civile, les collectivités territoriales.
Politique	8	9	3	Etat, Autorité du bassin du Niger, Ministères des Affaires Etrangères, commission, Haute autorité de la Commission mixte de coopération nigéro-nigériane

[1] Cette date coïncide avec la période où le projet de barrage redevient un sujet sérieux sur l'agenda du régime de Kountché. On peut se demander jusqu'à quel point le Nigéria a d'ailleurs contribué au torpillage du projet au cours des 4 dernières décennies.

Justification de la notation

Risques	Probabilité d'occurrence	La sévérité de l'impact	Processus de surveillance du risque	Responsabilité de la surveillance
Economique	Un peu forte: du fait de la forte dépendance vis-à-vis du Nigéria ; de la vétusté des équipements de la Nigelec ; insuffisance de l'offre par rapport à la demande	Très forte : récession, manque d'attractivité du pays vis-à-vis des investisseurs, dysfonctionnement des services administratifs et sociaux	Moyen : du fait de la prise de conscience sans prendre des mesures idoines telle que la recapitalisation de la Nigelec, le renouvellement de tous ses équipements	Ministère de l'Energie et du pétrole, la Nigelec, Ministère de l'économie et de finances.
Social	Forte : Emeutes, violences sur les agents de la Nigelec, baisse d'activités économiques et leurs conséquences (dégradation de conditions sociales, chômage)	Forte : du fait de l'insuffisance des moyens de l'Etat pour atténuer la crise sociale ; du fait de la conjoncture internationale qui ne favorise pas l'aide	Faible : du fait de l'inexistence de structures en charge du contrôle de ce risque.	Etat, Ministère de l'Energie et du pétrole, la Nigelec, Ministère de l'économie et de finances, société civile.
Environnemental	Faible : en effet, l'insuffisance de l'accès à l'énergie électrique n'a que peu d'impact sur l'environnement.	Si ce risque se produit, la sévérité de l'impact serait moyenne. En effet, le gaz et le pétrole que le Niger produit peuvent réduire la pression sur le faible couvert végétal.	Très faible : du fait de l'inexistence des structures de prise en charge de ce risque.	Etat, Ministère de l'Energie et du pétrole, Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement, la Nigelec, la Société civile, les collectivités territoriales.
Politique	Forte : Les tensions autour de la gestion des eaux du fleuve et sur les flux énergétiques entre les deux pays pourraient avoir des conséquences graves	Fort : Possibilité de crises ouvertes entre les deux pays	Faible : Les autorités nigériennes ne semblent pas très convaincues par l'existence de risque, mais la commission mixte est un lieu intéressant pour négocier autour de ces sujets (la dernière réunion date d'octobre 2012)	Etat, Autorité du bassin du Niger, Ministères des Affaires Etrangères, commission, Haute autorité de la Commission mixte de coopération nigéro-nigériane

JEUNESSE ET ACCES A L'EMPLOI : DES INCERTITUDES EXPLOSIVES

Si la gestion de la jeunesse et notamment les politiques mises en place pour lui permettre d'accéder à l'emploi posent problème au Niger, c'est notamment en raison des facteurs démographiques et sociaux propres à ce pays. En effet, selon les projections fondées sur les données démographiques et les dynamiques actuelles, la population nigérienne dépasserait les 50 millions en 2050 et resterait majoritairement très jeune. En mettant ces chiffres en parallèles avec ceux de l'économie nigérienne, notamment le taux de croissance économique et les indicateurs sociaux faibles, il apparaît que la démographie nigérienne ne peut que peser négativement sur le développement économique du pays. D'autre part, la forte croissance démographique s'accompagne de phénomènes tels que l'exode rural et une urbanisation exponentielle qui peuvent représenter des risques sociaux, économiques et même politiques.

L'objectif de cette étude, réalisée par le Dr. Abdourahamane Idrissa, a donc été d'analyser les liens entre les données démographiques, sociologiques, économiques et politiques tout en focalisant la réflexion sur la question de l'accès à l'emploi dans la ville de Niamey, où ces questions se posent avec plus d'acuité qu'ailleurs. La notion interrogée ici est donc celle du « risque jeunesse », c'est à dire les risques que pourrait éventuellement représenter cette frange de la population. Toutefois, l'analyse de ces risques est tributaire de perceptions différentiées issues de deux types de consensus : d'une part, le consensus littéraire, celui qui se dégage des travaux réalisés par les experts en vue de guider les politiques publiques et, d'autre part, le consensus populaire nigérien, celui qui émane de l'opinion publique nationale. Tandis que le consensus littéraire tend à placer l'origine des risques au sein des comportements sociaux nigériens (notamment le rapport à la natalité), les présupposés issus du consensus nigérien voit dans ces mêmes comportements sociaux une opportunité qui serait négligée par les dirigeants politiques. Dans ce second cas, l'origine des risques se trouverait au niveau de l'Etat et de ses politiques.

Si le risque est ainsi différemment perçu, le sentiment d'urgence est moins sensible du côté du consensus nigérien. Cela s'explique d'abord par le fait qu'avoir un grand nombre d'enfants est perçu comme une chance et une richesse et ensuite parce que la zone urbanisée du Niger et les régions à forte densité de population – en particulier celles de Zinder et Maradi - sont largement intégrées au système économique nord-nigérian, plus prospère. Or ce dernier élément n'est jamais pris en compte pas les experts. Enfin, le « risque jeunesse » n'est présent qu'en milieu urbanisé et ne concerne donc qu'une très faible part de la population nigérienne, majoritairement rurale.

D'après le consensus nigérien et selon de nombreux jeunes interviewés, c'est le manque de volonté politique qui serait à l'origine des risques et c'est la jeunesse qui serait en danger. Ce sentiment repose notamment sur le fait que le Niger a développé une politique de l'emploi dans un contexte d'austérité et de libéralisation aux exigences particulièrement contraignantes. L'intégration du facteur « jeunesse » dans cette politique s'est faite de manière limitée au cours des années 2000 et reste, encore aujourd'hui, une préoccupation secondaire, voire tertiaire, d'un projet politique global hétérogène. De plus, les prises de décisions comme les grandes lignes des politiques publiques sont, au Niger comme dans de nombreux pays en développement, guidées par les ambitions politiciennes et les interventions souvent peu réalistes des bailleurs de fond. Un des exemples les plus

significatifs de ces politiques déconnectées de la réalité se retrouve dans le système des « contractuels de l'enseignement ». Afin de répondre aux objectifs d'augmentation du taux de scolarisation au Niger, le gouvernement de la V^{ème} République a mis en place un système de recrutement des enseignants qui privilégie le nombre et le faible coût, au détriment de la qualité de la formation. Ainsi, les « contractuels de l'enseignement », recrutés à un très bas niveau de compétences, sont formés au métier d'enseignant en quelques semaines et ne possèdent parfois pas les connaissances minimums qu'ils sont censés transmettre à leurs élèves.

L'incohérence des politiques et l'incompétence des dirigeants sont donc au centre des critiques formulées par la jeunesse nigérienne qui, pour autant, ne développe pas un discours de rejet de l'Etat. En effet, si les jeunes fustigent l'attitude de leurs leaders, ils ne remettent pas en cause l'existence d'une entité nationale et se reconnaissent comme éléments constitutifs de l'Etat nigérien. Le désir le plus clairement exprimé de la part des jeunes nigériens, est celui d'une meilleure organisation du marché de l'emploi et une gestion transparente de ce secteur par l'Etat, notamment pour éliminer les facteurs dits « subjectifs ». Ces facteurs sont, par exemple, les relations familiales, le favoritisme (ce qu'on appelle les réseaux PAC « Parents, Amis et Connaissances ») ainsi que la corruption. Ils sont vécus comme des moyens abusifs et injustes d'accéder aux emplois et sont très mal supportés par la jeunesse en quête de travail. Avec l'élection en 2011 de Mahamadou Issoufou à la Présidence de la République et l'arrivée au pouvoir du Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme (PNDS), le Niger a connu une certaine relance des recrutements dans la fonction publique et, dans une certaine mesure, un redéploiement de l'Etat au niveau de la politique d'accès à l'emploi. Cependant, les chiffres réels ont été moins importants que ceux annoncés pendant la campagne. De plus, cette politique de recrutement est d'autant plus limitée qu'elle ne concerne que la jeunesse instruite. Pour les jeunes déscolarisés ou n'ayant jamais intégré le système scolaire, le risque de rester au chômage et de tomber dans la délinquance reste important.

La jeunesse non scolarisée ou déscolarisée représente une population précarisée, qui, en plus du dénuement provoqué par l'inactivité et le manque de revenus, est en proie à d'autres difficultés, parfois plus dangereuses. Les jeunes, souvent venus des campagnes pour chercher un emploi en zone urbaine et vivant alors hors de la structure familiale ou villageoise, sont en effet confrontés à des pratiques addictives particulièrement nocives telles que la consommation de colle mais également la prise de médications lourdes, achetées dans la rue à un prix dérisoire et euphémiquement qualifiées de « vitamines »[1]. Ce phénomène, très répandu, est complètement ignoré des pouvoirs publics alors même qu'il constitue un facteur de risque important, à la fois pour ces jeunes dont la santé, physique et mentale, se dégrade rapidement, mais également pour la société nigérienne qui subit les conséquences de ces pratiques addictives, telle que la montée de la petite criminalité de rue. Ce phénomène est très peu abordé dans les travaux sur la jeunesse et pourtant, son ampleur est apparue de manière flagrante lors de cette enquête.

[1] Les solvants, inhalés dans des sachets en plastique, permettent de tromper la faim et d'atteindre un état second dans lequel, à court terme, la fatigue, la chaleur et le désespoir sont plus faciles à supporter. Les médicaments consommés dans la rue sont en général des faux, fabriqués au Nigéria à bas coûts et leur composition est souvent proche de celle des amphétamines. Ils agissent aussi comme coupe-faim mais sont également des excitants et leurs effets sur la santé sont particulièrement dévastateurs.

Le chômage des jeunes entraîne plusieurs formes de violence sociale, comme la criminalité et la prostitution, ou encore ce que la langue haoussa appelle *iskanci*, c'est à dire l'incivilité plus ou moins agressive[1]. L'*Iskanci* est une disposition d'esprit propre à la jeunesse inactive qui peut être exploitée par des démagogues politiques ou religieux, comme cela arrive régulièrement à Zinder. Ces jeunes désœuvrés, appelés *yan iska* (« voyous »), ont notamment servi de bras armé au politicien local Aboubacar Mounkaïla dit Dan Dubaï, lors des échauffourées de décembre 2011 qui se sont soldées par la mort de deux personnes. Le saccage de l'église et de la mission catholique de Zinder, le 16 septembre 2012, à la suite de la vague de protestations provoquée par la diffusion en ligne du film « L'innocence des musulmans », fut également le fait de ces jeunes gens, et non la manifestation d'un mouvement islamiste organisé.

Si le risque de déstabilisation sociale ou politique de grande ampleur reste encore limité, c'est parce qu'il intervient principalement dans un contexte d'urbanisation dense qui n'est pas encore très fréquent au Niger. Une croissance urbaine forte et constante pourrait toutefois transformer à terme les caractéristiques de la criminalité urbaine, notamment à partir du développement des quartiers spontanés et, sur le plan politique, produire une classe de *yan iska* pouvant constituer, comme au Nigéria, le bras armé de groupes politiques ou religieux militants, actifs et potentiellement violents. En revanche, l'enrôlement des jeunes sans emploi dans les mouvements de rébellion armés, notamment des groupes islamistes ou djihadistes, est un risque qui peut se développer en milieu rural. Les enjeux et les conséquences de ces enrôlements sur la sécurité des Etats changent ; hier, les jeunes inactifs venaient grossir les rangs des mouvements rebelles à l'intérieur des frontières tandis qu'aujourd'hui, ils servent de nouvelles recrues aux organisations terroristes à vocation transnationale. Dans un contexte où le manque de perspectives économiques est criant, le recrutement au sein de ces mouvements est grandement facilité. Non seulement ces organisations bénéficient d'appuis extérieurs mais elles s'autofinancent également grâce au trafic de drogue et d'armes et bénéficient donc de ressources conséquentes. Les rétributions qu'elles proposent sont souvent bien plus attrayantes que celles proposées par les employeurs locaux, qu'ils soient publics ou privés. On retrouve ici un phénomène bien connu en Afghanistan où l'opium finance des rémunérations attractives pour les recrues Talibans. L'engagement de la jeunesse dans de tels mouvements n'est pas toujours d'ordre purement idéologique. C'est souvent avant tout l'assurance d'un revenu qui fera vivre une large parentèle, créant de ce fait le ferment du soutien passif des populations locales envers ces organisations.

Si les facteurs de tension concernant la jeunesse sans emploi au Niger sont liés aux limites du modèle libéral et au phénomène d'urbanisation, ils sont également fonctions des crises migratoires. En effet, la grande majorité des personnes emprisonnées dans les centres de détention urbains au Niger sont des « exodants », terme utilisé localement et qui désigne les jeunes fraîchement arrivés des campagnes. La fermeture temporaire de certains débouchés migratoires, comme la Côte d'Ivoire ou la Libye, a entraîné pour un temps la réorientation des flux vers les centres urbains du Niger. Si l'on envisage la fermeture des trois principaux débouchés migratoires que sont la Libye, la Côte d'Ivoire et le Nigéria - ce qui est plausible au vu de la situation politico-sécuritaire de ces pays - ou, du moins, la restriction des flux migratoires en direction de ces trois destinations, les crises engendrées

[1] Voir à ce sujet Harold Olofson, « The Hausa Wanderer and Structural Outsiderhood : an emic and etic analysis » (1985), paru dans *Circulation in Third World Countries*, Prothero et Chapman dirs.

pourraient avoir pour conséquence une explosion du développement de quartiers d'habitation informels autour des noyaux urbains existants. Le processus est déjà observable à Tahoua, à travers les transformations qu'a connues la ville à l'issue de la crise libyenne[1].

Les risques sont donc ici polymorphes, leurs origines et leurs cibles sont multiples. Ce sont d'abord les échecs successifs de l'Etat qui créent des risques pour la jeunesse : échec en termes de formation, d'organisation du cadre économique pour répondre au besoin d'emploi, de solutions de continuité à imaginer entre le secteur moderne et l'économie informelle indissociable de l'espace urbain, et la garantie des droits économiques et sociaux des jeunes travailleurs dans ce même secteur informel. Ainsi précarisée, cette jeunesse en danger devient à son tour porteuse de risques. Au-delà des contestations visibles, comme celles du syndicalisme estudiantin - qui peut être perçu comme une manière pour la jeunesse de se former aux principes politiques démocratiques -, la jeunesse nigérienne est aujourd'hui en quête de nouveaux modes de contestation. La contestation religieuse par exemple, s'est récemment exprimée face au refus de l'Etat nigérien de « professionnaliser » les vocations religieuses. Cette forme de protestation s'inscrit par ailleurs dans une revendication ancienne et récurrente des diplômés des études islamiques et s'inspire des succès obtenus par les mouvements djihadistes au nord Mali fin 2012 - début 2013.

Les risques identifiés par le Dr. Abdourahamane Idrissa se situent donc à quatre niveaux :

- croissance démographique accélérée,
- déclin du système éducatif de base,
- inefficacité des politiques de l'emploi axées uniquement (ou de façon prépondérantes) sur la jeunesse instruite,
- crise des « débouchés » migratoires.

Les recommandations quant à elles se concentrent sur les risques centraux de l'étude, c'est à dire ceux portant sur le déclin du système éducatif et sur la politique de l'emploi :

- Il est essentiel et urgent de repenser la politique éducative en faveur de la qualité de l'éducation de base, même si cela revient à augmenter significativement le budget du ministère de l'Education nationale. Ce rééquilibrage mettra fin au recrutement des contractuels (ou le ralentira considérablement), et soumettra les contractuels déjà engagés à une batterie de formations adaptées, liant l'obtention de diplômes à l'intégration dans la Fonction publique. Il est également important de réviser les programmes et les parcours de formation pour les adapter au contexte économique du Niger.

- Le caractère restrictif de la politique de l'emploi au Niger tend à considérer l'école comme l'unique porte d'entrée dans le monde des activités du secteur moderne. La politique de l'emploi étant presque intégralement axée sur ce secteur, la majorité des jeunes nigériens en est exclue. L'Etat doit donc mettre en place un département chargé spécifiquement de promouvoir l'emploi et l'auto-emploi dans le secteur majoritaire de l'économie urbaine informelle tout comme dans certains secteurs de l'économie rurale.

[1] De très nombreux migrants originaires de l'Ader, dont Tahoua est la capitale, sont rentrés au moment de la guerre en Libye. La ville de Tahoua a donc du accueillir cette population de retour et se réorganiser en conséquence (voir la question des retours de Libye, traitée dans ce rapport).

Le Niger doit être en mesure de se positionner comme détenteur d'une main d'œuvre abondante et compétente pour bénéficier des types de partenariats économiques internationaux et tirer ainsi profit de sa démographie tout en faisant des efforts importants pour en infléchir la dynamique actuelle.

Tableau des risques en matière de politique Jeunesse et Emploi au Niger :

Risques	**Probabilité d'occurrence**	**La sévérité de l'impact**	**Processus de surveillance du risque**	**Responsabilité de la surveillance**
Croissance démographique accélérée	9	8	5	Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
Déclin du système éducatif à la base	8	8	7	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales
Politique de l'emploi axée uniquement (ou de façon prépondérante) sur la jeunesse instruite	9	7	5	Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi, Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi
Crise des débouchés migratoires	5	7	5	Ministère de l'Intérieur, Direction de la Surveillance du Territoire

Justification des notes

Croissance démographique accélérée

Colonne 1 : Ce diagnostic est fondé sur les calculs des démographes combinant le taux de croissance démographique actuel du Niger (3,4%), la jeunesse de la population et la vitesse acquise du croît démographique.

Colonne 2 : Crise économique profonde et prolongée.

Colonne 3 : Etant donné que la majorité de la population du Niger est rurale, une politique de la population ne devrait pas être centrée uniquement sur la planification familiale (comme c'est le cas actuellement) mais devrait s'inscrire dans une politique de développement rural, ce qui n'est pas le cas.

Déclin du système éducatif à la base

Colonne 1 : L'évolution débutée avec les réformes des années 1990 (institution du volontariat en 1998-2003), notamment le fait que 80% du corps enseignant dans l'éducation de base est constitué de contractuels, rend ce risque à peu près certain (et du reste, il se manifeste déjà).

Colonne 2 : Crise de l'employabilité.

Colonne 3 : Il y a du mouvement dans ce domaine. Les études ont montré que le problème de la baisse de qualité tenait à l'insuffisance des formations (formation initiale de 45 jours, puis « continue » sous forme de crash-course) et au fait que les enseignants ne sont pas intégrés (avec exigence de présélection permettant de recruter des éducateurs mieux qualifiés). La politique actuelle maintient l'orientation de recrutements massifs de contractuels (6000 prévus cette année), mais en priorisant les sortants de l'Ecole Normale. Par ailleurs, 2500 contractuels sont en cours d'intégration à la fonction publique.

Politique de l'emploi axée uniquement (ou de façon prépondérante) sur la jeunesse instruite

Colonne 1 : l'orientation n'a pas changé, l'emploi des jeunes non instruits n'est toujours pas à l'horizon des politiques de l'Etat.

Colonne 2 : Persistance de la prédominance de l'économie dite « informelle » et donc de ses aspects négatifs : faible productivité du travail, précarité de l'emploi, faible rendement fiscal, inélasticité du marché de l'emploi rendant le pays peu attractif pour les investisseurs nationaux comme internationaux.

Colonne 3 : Les efforts de l'Etat et de l'ANPE dans ce domaine restent symboliques, puisque un arbitrage a été fait prioritairement en faveur de la jeunesse instruite (voir Rapport et programmes de l'ANPE, financés d'ailleurs par les bailleurs de fond ; voir section NIGETIP du Rapport).

Crise des débouchés migratoires

Colonne 1 : Ces crises semblent sporadiques.

Colonne 2 : Quand elles surviennent, l'impact est sévère sur l'économie des régions de départ et sur les villes.

Colonne 3 : En 2007, un comité de réflexion sur les migrations a été installé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. La composition de ce comité (des universitaires et des professionnels) indique qu'il s'agissait d'aller au-delà de la gestion purement administrative des flux migratoires (ministère de l'intérieur, direction de la surveillance du territoire). Mais le comité a peu travaillé et n'a pas été réactivé après le coup d'Etat de février 2010.

LA GESTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE : OUTILS ETATIQUES SUPERPOSES ET ACTION PUBLIQUE LIMITEE

L'objectif de cette étude était d'analyser l'action publique en termes de gestion de la sécurité alimentaire et de comprendre en quoi les politiques et les actions menées par l'Etat nigérien pouvaient être facteurs de risque. C'est la dernière initiative en matière de sécurité alimentaire mise en place en 2011, la politique des « 3N » (les Nigériens Nourrissent les Nigériens), qui a été choisie ici par le Dr. Amadou Oumarou pour analyser les interactions entre les différentes institutions impliquées dans la gestion des crises alimentaires au Niger, leur efficacité et leurs limites.

Afin de récolter les données nécessaires à cette étude, deux méthodes ont été utilisées. La recherche documentaire a constitué la première phase du travail de recherche puis les enquêtes de terrain - sous forme d'entretiens semi-directifs - ont permis de sonder les différents acteurs des politiques de gestion de la sécurité alimentaire. Ce travail a été réalisé à Niamey, où se trouve l'ensemble des structures et des acteurs concernés.

Deux postulats de départ guident cette démarche de recherche :

- la littérature existante sur la question fait état d'une incohérence récurrente des politiques en matière de gestion des crises alimentaires.
- l'avènement de l'initiative 3N se caractérise au sommet de l'Etat par des luttes institutionnelles.

Ce travail visait donc à comprendre comment ces luttes institutionnelles pouvaient freiner, limiter ou empêcher la mise en œuvre d'une politique publique en matière de sécurité alimentaire telle que l'initiative 3N.

La littérature existante, traduite dans la stratégie opérationnelle de sécurité alimentaire élaborée par le gouvernement en l'an 2000, distingue deux formes d'insécurité alimentaire : une première dite chronique ou structurelle et une seconde, dite conjoncturelle. La dimension chronique de l'insécurité alimentaire est liée à la situation de grande pauvreté et de vulnérabilité dans laquelle se trouve la majorité des ruraux. Cette forme d'insécurité se traduit par un accès limité aux denrées alimentaires disponibles. La dimension conjoncturelle renvoie quant à elle à la succession des années « difficiles », au faible rendement agricole lié au déficit pluviométrique. Elle montre que la situation globale présente d'énormes disparités inter et intra régionales.

Les facteurs de risques les plus significatifs relevés dans la littérature sont d'ordre naturel et socioéconomique. Les facteurs naturels concernent ceux relatifs à la biophysique, aux conditions agro-climatiques qui se traduisent par la faiblesse de la productivité agricole et pastorale, à l'insuffisance des pluies et à la dégradation des ressources naturelles. Les facteurs socioéconomiques concernent la pression démographique, la flambée des prix des denrées et la détérioration des termes de l'échange (y compris la fluctuation du taux de change avec la monnaie nigériane). A ces deux grands groupes de facteurs, s'ajoutent la pauvreté ambiante de la population et leurs accès insuffisants aux services sociaux de base (éducation, eau potable, santé, etc.).

Au regard de ce contexte de vulnérabilité persistante et multidimensionnelle, la problématique de la sécurité alimentaire est devenue le « champ d'intervention prioritaire des politiques d'atténuation ou de compensation » à travers la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel. Ces mesures, introduites depuis les années 1980, se sont traduites au niveau national par l'application des réformes macroéconomiques imposées par le Fonds

Monétaire International et la Banque Mondiale. Au niveau de la politique agricole, les cultures d'exportation ont été privilégiées au détriment des productions vivrières, laissées en marge des progrès techniques et à la merci des aléas climatiques. Cette politique, qui vise à fournir des matières premières aux pays industrialisés, donc à privilégier l'importation massive des biens alimentaires a été adoptée comme « stratégie » dominante de sécurité alimentaire. Cette politique d'importation a provoqué l'instabilité et souvent même la rupture des approvisionnements du fait de l'instabilité du contexte sociopolitique régional, des fluctuations de la production et du prix des produits alimentaires. Elle s'est accompagnée de la dégradation du pouvoir d'achat des ménages par la réduction des transferts de fonds et la liquidation progressive des offices de commercialisation affectant directement un équilibre alimentaire déjà fragile.

Plusieurs politiques ont été initiées et mises en œuvre par l'Etat nigérien afin de faire face à l'insécurité alimentaire. Ces politiques, diversifiées dans leur forme, ont évolué en termes de stratégie et d'orientation selon la nature du régime ou de l'engagement de leurs principaux animateurs.

La toute récente politique des 3N a été établie selon un plan d'actions quinquennal (2011-2015) avec un coût initial estimé à 1000,815 milliard de francs CFA, répartis à travers une loi de programmation (2013 – 2015) entre l'Etat et ses partenaires dans les secteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du développement agricole. Ce plan d'actions se présente comme une déclinaison sectorielle du Plan de Développement Economique et Social (PDES) dont il est une des pierres angulaires. L'objectif spécifique de l'initiative 3N est de « renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises et aux catastrophes » afin de couvrir d'ici 2015, les besoins alimentaires de près de 19 millions de Nigériens. Pour atteindre cet objectif, le plan d'actions prévoit de mettre à la disposition de chaque entité un kit de matériel et d'intrants en fonction des besoins exprimés au niveau de chaque commune. Dans cette optique, le plan d'actions prévoit d'atteindre les objectifs ci-après : faire passer les superficies irriguées de 85.000 ha en 2011 à 125.000 ha en 2015 et augmenter de 10% la contribution des cultures irriguées à la production alimentaire ; booster la production alimentaire brute de 3.550.000 tonnes (en 2011) à 5.000.000 de tonnes en 2015 soit une augmentation de l'ordre de 41% ; porter la production en viande de 311.100 tonnes (en 2011) à 433.000 tonnes soit une augmentation de 40% et accroitre la production laitière de 967.800 tonnes (en 2011) à 1.394.300 tonnes en 2015 soit un accroissement de 45%. Les acteurs clefs de cette politique sont d'une part, les acteurs nationaux : les institutions et administrations publiques, le secteur privé, les collectivités territoriales, les institutions de recherche, les organisations paysannes, la société civile, les institutions de financement ; et d'autre part, les partenaires extérieurs techniques et financiers.

À l'issue de ce travail recherche, il apparaît que les éléments qui peuvent être retenus comme facteurs de risque pour l'Etat et pour la communauté sont difficiles à caractériser de façon claire. Concernant la mise en œuvre de la politique actuelle des 3N, plusieurs risques ont cependant pu être identifiés par le Dr. Amadou Oumarou :

- La mauvaise coordination entre les différentes structures de gestion. On assiste à la superposition des structures comme des agents, tandis que le fonctionnement global de l'ensemble des structures reste inconnu de nombreux agents et même parfois des responsables eux-mêmes. Par ailleurs, les défis auxquels fait face l'initiative 3N sont nombreux et sa mise en œuvre opérationnelle obéit à des enjeux politiques et

économiques. Or, la nouvelle dynamique qu'elle se doit d'insuffler se heurte aux intérêts diversifiés des acteurs, ce qui génère des conflits susceptibles de bloquer l'action publique.

- La mauvaise coordination entre les programmes de la politique des 3N et les programmes antérieurs. En effet, l'articulation des outils mis en place dans le cadre de la politique des 3N avec les programmes de sécurité alimentaire déjà établis, ayant une certaine crédibilité aux yeux des partenaires techniques et financiers, est souvent difficile. La diversité de ces structures, bien que complémentaires dans leurs actions, entraîne de réelles difficultés de coordination et pénalise la mise en œuvre ainsi que l'efficacité des programmes de la politique des 3N. Ces difficultés peuvent se transformer en risques lorsque les animateurs ne prennent pas à temps les dispositions nécessaires pour éviter les conflits de compétences entre les structures.
- Une implication peu effective des « structures d'épaulement ». Plusieurs structures qui interviennent dans le domaine de la sécurité alimentaire sont jusqu'ici peu impliquées dans la nouvelle politique des 3N faute de moyens. La genèse des activités de ces structures indique un réel engagement des agents et une cohérence des politiques sectorielles de l'ensemble de ces entités part rapport à l'initiative 3N. Cependant, l'enjeu majeur reste la question des moyens (financiers et logistiques surtout) dans la plupart des secteurs.
- Un financement peu évident : Le budget de mise en œuvre de l'initiative 3N est estimé à plus de mille milliards de francs CFA. Le financement de ce budget se situe à la fois au niveau interne et externe. Au niveau interne, les mécanismes potentiels de financement des 3N restent encore non opérationnels. Au niveau externe, une table ronde de bailleurs de fonds sur le financement des 3N s'est tenue à Paris en novembre 2012 au cours de laquelle plusieurs promesses de financement ont été enregistrées.
- Une vision générale assez nuancée selon les acteurs : le fondement de l'initiative 3N est différemment apprécié par les acteurs que sont les promoteurs de cette politique, les bailleurs de fonds, les experts du système de développement rural. Ces appréciations se configurent à la fois autour du contenu idéologique et technique de l'initiative. Au niveau idéologique, la diversité de points de vue porte en elle un risque de démobilisation des différents acteurs autour de l'action publique que porte l'initiative 3N. Au niveau technique, le risque se situe au niveau de la continuité dans l'exécution des projets financés dans le cadre de la Stratégie de Développement Rural (SDR). Plusieurs enquêtés s'inquiètent de leur devenir suite à la dissolution de celle-ci.

Cette série de risques pourrait avoir des conséquences graves à plus ou moins court terme, en fonction de la situation alimentaire du Niger dans les années à venir. Le premier et le plus important de ces effets serait de voir la politique des 3N s'avérer inefficace en cas de crise alimentaire. Si les structures mises en place ne sont pas en mesure de fonctionner rapidement et correctement en situation d'urgence, les populations touchées par la pénurie de nourriture ne pourraient être secourues. Les problèmes d'ordre organisationnels se traduiraient alors en désastre humanitaire.

La seconde conséquence, liée à cette superposition de structures et d'acteurs, est celle de la politisation de l'action publique et de l'émergence de tensions entre les membres

du gouvernement, ceux de l'opposition et ceux de la société civile. L'importance des sommes mobilisées dans le cade des politiques de gestion de la sécurité alimentaire et la multiplicité de leur origine entraînent également un risque de captation des fonds et de clientélisme politique, risque aggravé par le niveau élevé de la corruption.

En revanche, l'avantage que représente la politique des 3N est la volonté de capitaliser les acquis. En effet, les politiques développées sous les régimes précédents ne prenaient pas en compte les réalisations antérieures et étaient mises en place sans qu'aucune structure préexistante ne serve de base. La politique des 3N a pour objectif de mettre à profit les acquis antérieurs, notamment en matière de financement, d'utiliser les outils disponibles effectifs mais également de poursuivre les activités des projets déjà en exécution dans le cadre de la Stratégie de Développement Rural. Le risque persistant est de ne pas pouvoir conserver tous les financements acquis dans le cadre de la SDR qui a tout de même été dissoute.

Afin de garantir la mise en œuvre de l'initiative 3N, d'assurer une bonne coordination et - par conséquent - un bon fonctionnement des structures qui la composent, les autorités du Niger doivent absolument éviter que les risques identifiés dans le cadre de cette étude ne se concrétisent. Pour cela, le gouvernement doit veiller à ce que chaque structure et chaque agent impliqués dans le processus de gestion de la sécurité alimentaire soit en relation avec les autres structures et les autres agents, qu'à chaque niveau, les responsabilités soient assumées et que la mise en œuvre des programmes développés dans le cadre des 3N ne souffre pas des lourdeurs administratives inhérentes à ce type d'actions publiques de grande ampleur.

Tableau des risques en matière de sécurité alimentaire au Niger

Risques	**Probabilité de l'occurrence**	**La sévérité de l'impact**	**Surveillance du risque**	**Responsabilité de la surveillance**
Insuffisance de coordination entre les structures	8	8	3	Cabinet de la présidence
Déficit d'implication des structures d'accompagnement	3	8	3	Cabinet de la présidence
Financement insuffisant	6	8	7	HC3N, secrétariat de PDS, cabinet de la présidence
Absence d'une vision partagée de la stratégie	5	8	7	Etat

Justification des notes

Insuffisance de coordination.
Colonne 1 : La diversité de tutelle des structures d'intervention est un facteur qui accroit l'occurrence du risque.
Colonne 2 : Un déficit de coordination crée une dispersion d'actions et un manque de synergie de résultats allant vers une faible performance programme.
Colonne 3 : Pas de structures en charge de la surveillance du risque.

Déficit d'implication des structures d'accompagnement.
Colonne 1 : la force de l'engagement des agents peut être un levier important dans l'atténuation du risque.
Colonne 2 : Sans finance et sans logistique, les structures d'accompagnement ne peuvent pas intervenir efficacement.
Colonne 3 : Pas de structure de surveillance de ce risque mais une autorégulation qui permet de faire fonctionner le programme au minimum.

Financement insuffisant.
Colonne 1 : La situation sécuritaire au Sahel (guerre au Mali, *Boko Haram*) est un élément majeur qui peut réorienter les financements internes et externes.
Colonne 2 : Le programme 3N sans financement serait un échec.
Colonne 3 : Présence de structure de surveillance logée au ministère du plan (SP/PDES).

Absence d'une vision partagée de la stratégie.
Colonne 1 : Politisation de l'administration.
Colonne 2 : dispersion ou réorientation des actions du programme, captation de fonds, clientélisme politique.
Colonne 3 : existence d'une conscience du risque associée à une volonté de dépolitisation de l'administration.

Parallèlement à cette étude sur les politiques publiques en matière de sécurité alimentaire, une étude sur la circulation des céréales entre le Nigéria et le Niger a été réalisée par John Odozi. L'objectif de ce travail était d'observer le fonctionnement des échanges marchands au sein du corridor Sokoto-Illela-Birni N'Konni, un des principaux espaces de commerce céréalier entre les deux pays, et de déceler les éventuels risques que comporte ce système d'échange. Car le Niger et le Nigéria entretiennent des rapports commerciaux très importants dans de nombreux secteurs, notamment dans le secteur agricole, et l'approvisionnement en céréales par le marché nigérian peut se révéler vital en cas de crise alimentaire au Niger.

Le travail de recherche sur le terrain ayant combiné observation, entretiens et discussions de groupe avec les différents acteurs de ce commerce, a permis de dégager un certain nombre de constats et d'identifier des risques potentiels pouvant affecter le bon fonctionnement du système. Tout d'abord, la fluidité de ce commerce est entravée par un coût élevé du transport qui se répercute ensuite sur le réseau de distribution ainsi que sur les consommateurs. Ensuite, les vendeurs comme les acheteurs sont peu informés de la fluctuation des prix, or sur le marché nigérian comme sur le marché nigérien, l'amplitude de variation du prix de vente des céréales peut être importante, selon la qualité de la récolte, la quantité et la circulation de part et d'autre de la frontière des stocks disponibles ainsi que la spéculation à laquelle se livrent les commerçants nigérians comme nigériens puisque l'Etat ne fixe pas lui-même les prix (ni au Niger, ni au Nigéria).

Les trois risques identifiés par John Odozi sont :

- la faible capacité de stockage des céréales, du côté des producteurs mais également du côté de l'Etat de Sokoto, qui est censé assurer l'approvisionnement des réserves étatiques en cas de pénurie mais dont les capacités sont en fait limitées.
- Le monopole détenu par un petit nombre de personnes dans la gestion du transport et les montants fluctuants des taxes sur les produits, ce qui fait augmenter les coûts des échanges de manière significative et difficilement contrôlable.
- L'inefficacité des acteurs étatiques nigérians chargés de constituer et de réguler les stocks de céréales.

Les échanges marchands entre le Niger et le Nigéria échappent au contrôle des Etats et ne peuvent donc pas être intégrés dans les processus de gestion de la sécurité alimentaire tels que la politique des 3N mise en place par le gouvernement du Niger. Le commerce transnational de céréales, qui fluctue en fonction de la conjoncture, pourrait permettre une disponibilité des produits sur le marché nigérien en cas de pénurie, si toutefois il fonctionnait de manière fluide et équitable entre les acteurs. Un système d'échange grippé, une spéculation excessive ou une insuffisance des stocks pourrait avoir des conséquences négatives importantes dont les populations les plus défavorisées seraient les premières victimes. Une meilleure collaboration entre le département de Konni et l'Etat de Sokoto dans le contrôle et la gestion du commerce de céréales, ainsi qu'une amélioration du système de réserves de grains permettraient aux populations nigériennes de bénéficier de ce système d'échanges transfrontaliers dans leurs stratégies d'adaptation aux crises alimentaires.

Table of risks in Regional Grain Trade between Nigeria and Niger

Risks	Probability of occurrence	Severity of the impact	Risk Assessment Process	Responsibility of the surveillance
High transportation cost, taxes and illegal road blocks	7	9	10	Farmers association, ECOWAS, Nigerian government, Niger government
Ineffective state public grain reserve	7	9	9	National food reserve agency and Sokoto state reserve agency
High cost of grain production and post harvest losses and poor storage	6	7	8	Ministry of agriculture, ECOWAS, Farmers' cooperative groups and NGOs
Insufficient access to market information	5	6	7	Agricultural extension services farmers' cooperative groups and NGOS
Insufficient access to agricultural insurance institution and other inputs	8	10	8	Federal Ministry of agriculture, state Ministry of agriculture and local government agricultural department, farmers' cooperative groups and NGOS

Marks justifications

High transportation cost, taxes and illegal road blocks:
Transportation of grains to regional market plays a major role in the food supply system. The most important means of transportation to input market is by foot (29.2 %) and truck/bus (27.6%). 75.4% of farm households use motorcycle to transport food grains to output market. The predominance of motorcycle is an indication of poor motorables roads and the difficulty and cost of hiring a vehicle. This mode probable will limit the amount of harvested products brought to the market. From the survey questionnaire, majority of the traders indicated transportation problem as the most important risk factor to smooth flow of grains across the border. This is followed by high taxes. The transportation of grain across border is specialized. Transporters who take grains to Niger are basically from Niger while transporters who bring grains to Nigeria are Nigerians. During raining season the legal route is often taken but when it is dry the illegal route is taken to reduce the amount given to officials at the border. It cost about 200 per 100kg bag to transport grains from Illéla market to Konni market, and about 400 per 100 kg bag to transport grains from Potiskum villages to Illéla market. Substantial amount of money made goes to security officials at the border.

Although grains are cheaper in Nigeria, it cost a lot taking goods from Nigeria to Konni in Niger. Customs officials in Nigeria charge some money and customs in Niger also charge some money. Customs and migration officials are paid about 200 per 100 kg bag of grain with certain variation. For example, the amount paid to officials at the border during market peak like Sunday market day is N500 per bag but during week days, N300 per bag. N300/bag is paid to grain produce official, N100 to quarantine and N100 to customs officials. Customs in Niger also charge about N300 per 100kg bag". This money is paid to transporters who in turn pay the money to customs and other officials at the border. So the cost is reflected in the transport fare charged by transporters loading grains across border. Taxes are also paid to state producers' board and there is the big challenge and difficulty to pay taxes because it is too much. Whether grains are taken through the right channel or through smuggling taxes must be paid.

Ineffective state public grain reserve:
Farmer's seldom sell their produce to state grain reserve board because farmers are not aware of the state grain reserve. For farmers that are aware, the guaranteed minimum price is not applied but rather government or its agent applies the market price which makes no difference. The price government offers is below what is expected by farmers. Farmers claim that during difficult times like flooding, government used to distribute grains to them but it is not encouraging and sufficient. Resale of grains by government is not subsidized but sold at the same price with market price. If the objective of the guaranteed minimum price is to prevent prices from falling too low and to prevent prices from soaring too high, ineffectiveness of the agency results in increased market risk. While Sokoto state has policy on grain reserve under the Ministry of agriculture, farmers and traders are not consulted in the setting of the prices and are not aware when and how the prices are set. The capacity of the reserve is insignificant compared to the magnitude of grain trade in the region.

High cost of grain production and post harvest losses and poor storage:
Focused group discussion with fadama farmers revealed high cost of production incurred by farmers. For example, the cost of machine traction is between N50000 – 60000/ hectare while animal traction cost about N120, 000/hectare. The cost of fertilizer per hectare is between N100, 000 -150,000 while labour per plot is about 30,000. Beyond high cost of operation, substantial proportion of what is produced is lost as post-harvest losses and amounts to 26.9% what is produced. Also while only 33.5% of grains produced are stored, the commonest method of storage known as the Rumba is limited by insects (54.9%), rodents/pest (37.4%), and flood (6.2%) resulting in substantial post-harvest losses. Storage is an important activity and a major problem of farmers. This has resulted in considerable waste of agricultural output and low income for farmers. Middle men often take advantage of these little inefficiencies in the food system to exploit farmers.

Insufficient access to market information
Little access to information on production and marketing is seen as an important risk factor that limits the amount of marketed supply by farmers in developing countries. Access to information is seen as one of the many determinants of the cost of transaction. Transaction cost include costs of: (a) searching for a buyer with the best price, or searching for a market; (b) negotiation and bargaining and screening, enforcement, and supervision. Much of the information available to farms is about crop production practices representing 66.3% of the population. This means market information is little except for a selected few fadama

government farmers. Government extension service is relatively smaller and constitutes 20.6% of households. This results in market monopoly by few trade merchants.

Insufficient access to agricultural insurance institution and other inputs

Marketed supply depends on the ability of farmers at the production arm of the grain chain to produce enough for consumption and sale at the market. Faced with weather risk and uncertainty, sufficient access to agricultural insurance against crop failure will stimulate increased production. Yet there is low access and use of this input. In fact, it is the least used input and represents 0.1% of households. Use of irrigation is also minimal. Use of formal credit unions and cooperatives represent 0.9% while informal credit institutions such as esusu, represent 4.1%. Credit for production is sourced mainly from friends and relatives. It is only fertilizer that constitutes the predominant input used in the study area. Low use of inputs limits market supply and cause crop failure.

3. LES RISQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Dans le cadre du troisième axe de recherche de ce programme, se sont les facteurs de risque induits par des contextes sociaux et/ou économiques spécifiques qui ont été traités. D'une part, les phénomènes migratoires, qu'ils soient structurels – telles que les migrations saisonnières – ou conjoncturels – comme lors de la crise libyenne – ont été analysés afin d'évaluer les risques dont ils étaient éventuellement porteurs. D'autre part, les circulations transfrontalières ont été étudiées pour leur caractère informel et les intérêts divergents qui en découlent, opposant bien souvent la population locale aux représentants de l'Etat. Enfin, un regard porté sur ces processus depuis le Nigéria permet de compléter l'analyse, offrant une perspective différente sur des faits aux enjeux multiples qui varient sensiblement d'un pays à l'autre.

MIGRATIONS ET SECURITE A BIRNI NKONNI : UN EXEMPLE D'ORGANISATION LOCALE EFFICACE

L'étude de la perception des risques liés aux migrations saisonnières et à l'insécurité dans une ville secondaire nigérienne frontalière du Nigeria offre un cas d'étude particulièrement intéressant. En effet, Birni NKonni, située à quatre kilomètres de la frontière nigériane, est une agglomération moyenne qui attire de très nombreux migrants venus du Nigéria mais également des autres régions du Niger. Sa proximité géographique avec le grand voisin du sud en fait un lieu dynamique où les échanges commerciaux et les flux humains transfrontaliers sont particulièrement intenses. Cependant, ces particularités suscitent un ensemble de perceptions négatives, liées à la fois à l'afflux de migrants et à la mauvaise réputation du Nigéria, notamment en matière de sécurité. L'étude des liens entre les migrations, les questions sécuritaires et les potentiels facteurs de risque dans la ville de Konni a été réalisée par le Dr. Hamani Oumarou, qui a mené sur place des enquêtes auprès des différents acteurs : responsables administratifs, autorités coutumières, commerçants ou migrants. Deux constats principaux se dégagent de ce travail de terrain :

- La migration n'est pas perçue comme un facteur de risque à Konni, ni par les habitants de la ville, ni pas les autorités administratives. Au contraire, la présence des migrants est considérée comme une chance pour la ville, un signe de dynamisme et de prospérité ; elle est donc bien tolérée et même souhaitée.
- La sécurité urbaine est une préoccupation des autorités administratives, politiques et coutumières locales, qui craignent de voir les facteurs de violence présents au nord Nigéria atteindre la ville de Konni. Cette crainte s'est renforcée ces dernières années avec l'augmentation des violences liées au mouvement *Boko Haram*.

Ces deux perceptions justifient une analyse du risque particulière car sans cesse tiraillée entre les impressions subjectives et les faits réels. Si parfois impressions et faits concordent, ils peuvent également s'opposer ou se contredire. Dans les faits, le rôle de carrefour migratoire joué par Konni trouve son origine dans les années 1940, lors des importantes migrations saisonnières des populations Zarma de la région de Dosso. Déjà à cette époque, les migrants sont perçus comme une opportunité de développement pour la ville et leur arrivée ne génère aucune tension sociale. Pourtant, la présence massive d'étrangers dans une agglomération de taille moyenne pourrait faire craindre l'apparition d'un sentiment d'animosité de la part des autochtones, notamment en période de crise alimentaire. En ce qui concerne l'insécurité, seules les autorités en font une préoccupation majeure et la population de Konni, elle, ne partage pas le sentiment de risque lié à la localisation géographique de la ville. Cette volonté des autorités à préserver la sécurité de la ville se traduit par la mise en place de *comités de vigilance,* au statut flou (des bénévoles coiffés par des agents de la police), mobilisés, avec l'appui financier de la mairie, pour assurer la sécurité des populations. Il s'agit en réalité de la réactivation des *Yan Banga*, un système de patrouille de surveillance ancien qui fonctionnait cependant de façon moins institutionnalisée. Aujourd'hui, les comités de vigilance sont des structures mi-communautaires, mi-étatiques rattachées aux dix quartiers que compte la ville de Konni et qui résultent de la collaboration entre la chefferie, la police et la mairie. Pour financer les comites de vigilance, un système de cotisation a été proposé aux commerçants de la ville qui ont refusé, marquant ainsi leur non-adhésion à cette préoccupation sécuritaire.

Parallèlement, il existe aussi un service de renseignement diffus assuré par les marabouts de la ville et grâce auquel les informations sur les activités religieuses

parviennent aux autorités. Une surveillance permanente est ainsi assurée de façon informelle ; les discours et les pratiques considérés comme inhabituels, déviants ou extrémistes sont repérés et signalées aux autorités, de même que la présence dans la ville d'individus suspects (*malams* ou prêcheurs venus du nord Nigéria notamment). Cette attitude dénote une certaine appréhension quant aux éventuels facteurs de tension religieuse mais semble n'être présente qu'au niveau des représentants de l'Etat et ne se retrouve pas au sein de la population. Si les habitants de Konni ne perçoivent pas les risques de la même façon, c'est en raison des échanges permanents et particulièrement intenses qu'ils entretiennent avec les habitants des localités nigérianes voisines comme Illéla ou Sokoto. Il s'agit tout autant de rapports économiques que de liens de parenté construits à travers les alliances matrimoniales. Les systèmes d'échanges transfrontaliers dans cette région sont par conséquent structurés autour d'intérêts communs qui garantissent un certain équilibre et un climat serein. Or le maintien de la qualité de ces liens est nécessaire à la préservation de la sécurité dans la zone. Les migrations saisonnières participent également de ce système d'échanges puisque les paysans de Konni et d'Illéla circulent de part et d'autre de la frontière, au gré de la variation des saisons agricoles pour se faire employer comme main-d'œuvre dans les champs. Selon les témoignages recueillis auprès des habitants comme des autorités, cette migration saisonnière est bien perçue et considérée comme une opportunité pour la ville. L'afflux de migrants apporte en effet des potentialités économiques importantes pour de nombreux habitants de la ville, en particulier les commerçants. Le tissu commercial, très dense à Konni, dépend en partie des allers et venues de travailleurs migrants : activités commerciales et activités migratoires sont interdépendantes. Les migrants nigériens et nigérians sont accueillis à Konni avec la même facilité puisque leur présence est également perçue comme porteuse de potentialités économiques pour la ville. Leur insertion ne pose pas de problème majeur ; logés dans des maisons de location ou dans des familles, ils sont disséminés dans la ville sans qu'une différentiation par quartier ne soit faite. Il n'existe en effet – et malgré le grand nombre de migrants saisonniers – aucune ségrégation géographique à Konni. Seules quelques activités professionnelles sont exclusivement réservées aux habitants de la ville, comme le commerce de l'essence (essence de contrebande importée du Nigéria) et les motos-taxis. Il s'agit d'activités particulièrement rémunératrices dont les ressortissants de Konni entendent bien conserver le monopole. En dehors de ces domaines spécifiques, il y a du travail disponible pour les migrants qui viennent à Konni et leur insertion dans le tissu social de la ville se fait sans problème majeur.

À Konni, la gestion des questions transfrontalières se fait également en collaboration avec les autorités de l'Etat voisin de Sokoto. En effet, dans le domaine de la sécurité et de la santé par exemple, plusieurs outils de coopération ont été mis en place, comme les patrouilles mixtes qui circulent de part et d'autre de la frontière. Les syndicats de transporteurs nigérians et nigériens travaillent également ensemble pour lutter contre le trafic d'enfants qui serait très développé dans la région. L'exemple de la zone frontière entre Konni et Sokoto est donc particulièrement intéressant car loin de cristalliser les problèmes économiques et politiques, il offre la vision d'un espace dans lequel la circulation des biens et des personnes est synonyme d'opportunités à saisir et d'un dynamisme à préserver.

D'une manière générale, les données collectées à Konni invitent à une relecture du discours sur « l'insécurité, « les migrations», « les risques » et « les enjeux transfrontaliers ». Pour cette ville secondaire, frontalière du Nigéria et qui attire de nombreux travailleurs

migrants, les potentiels facteurs de risques ne sont pas liés au phénomène migratoire en lui-même mais au contraire, à d'éventuelles barrières qui limiteraient ou empêcheraient la circulation des biens et des personnes. Ainsi, la fermeture de la frontière ou l'aggravation des violences religieuses au nord Nigéria auraient des conséquences négatives sur l'économie de Konni. Les habitants et les autorités en sont conscients et œuvrent par conséquent à la préservation d'un climat paisible, meilleur garant des intérêts de chacun.

Tableau des risques à Konni

Types de risques majeurs	**Probabilité d'occurrence**	**Sévérité de l'impact**	**Processus de surveillance**	**Responsabilité de la surveillance**
Fermeture de la frontière Niger-Nigeria	5	9	6	Les autorités communales de Konni ; Le ministère des Affaires Étrangères ; Le ministère de l'Intérieur
Développement de la menace religieuse du Nord Nigeria (*Boko Haram* et autres)	8	4	7	Ministère de l'Intérieur ; Les associations islamiques locales ; Les chefferies coutumières (de canton, de quartier et de village)
Insécurité urbaine	7	8	4	Ministère de l'Intérieur ; Autorités communales de Konni ; Les associations de ressortissants vivant à Konni

Justification des notes

Fermeture de la frontière Niger-Nigeria :
Colonne 1 : La fermeture de la frontière Niger-Nigeria est un risque potentiel à ne pas exclure en dépit de la profondeur des relations politiques qui existent entre les deux pays. En janvier 2012, le Nigeria avait décidé de la fermeture momentanée de la frontière avec le Niger. En 2009, le Nigeria fermait ses frontières au fret des marchandises, paralysant ainsi l'économie locale de Konni. La fermeture de la frontière Niger-Nigeria n'est pas un phénomène nouveau puisqu'en 1984 et 1986 déjà, la frontière avait été fermée.
Colonne 2 : Cette mesure serait durement ressentie, d'abord par la commune dont les ressources proviennent essentiellement des taxes tirées des échanges commerciaux, ensuite par les nombreux migrants saisonniers et leurs familles et enfin par les grossistes nigérians d'Illéla et de Sokoto pour lesquels Konni est un marché important pour l'écoulement de leurs produits manufacturés.

Colonne 3 : Les autorités nigériennes et nigérianes doivent renforcer leur dispositif de contrôle transfrontalier. Ce dispositif existe déjà sous la forme, par exemple, des patrouilles conjointes le long de la frontière, mais aussi sous la forme de collaborations entre les syndicats de transporteurs.

Développement de la menace religieuse du nord Nigeria (*Boko Haram* et autres mouvements radicaux)

Colonne 1 : Une mauvaise gestion de la crise religieuse au Nigeria toucherait inévitablement la ville de Konni à travers le reflux des migrants saisonniers nigériens vivant à Sokoto et Illéla, mais aussi avec l'arrivée des populations nigérianes fuyant l'insécurité. Ce risque est accentué par l'inexistence de données statistiques sur les migrations saisonnières à Konni, ce qui rendrait impossible toute planification de gestion en cas de reflux des migrants.

Colonne 2 : L'impact est faible, car pour le moment Konni n'est pas touché par les tensions religieuses. Mais l'instabilité de la situation au nord Nigeria invite à être vigilant.

Colonne 3 : Il existe un système informel d'information sur la création des écoles coraniques, les *Makaranta.* Ce système contribue notamment à limiter les risques d'apparition des crises religieuses grâce au travail de veille assuré par les responsables des associations islamiques basées à Konni et par les autorités coutumières (chefs de quartiers et de canton). Toutefois, son efficacité est relative et ce dispositif de veille reste limité au centre-ville. Il ne prend pas en compte les milieux ruraux qui sont les principaux pourvoyeurs de migrants vers Konni ou vers le Nigeria.

Insécurité urbaine

Colonne 1 : Les règles de la coopération entre la communauté, l'Etat décentralisé et la mairie qui déterminent le fonctionnement des *comités de vigilance* ne sont pas définitives. Elles sont précaires et reposent sur l'engagement du maire ou des chefs coutumiers. Elles ne s'ancrent pas dans un dispositif institutionnel pérenne. De plus, le fonctionnement de ce dispositif souffre de la faible adhésion des communautés.

Colonne 2 : Le dysfonctionnement des comités de vigilance laisserait la porte ouverte au développement du banditisme.

Colonne 3 : Ce point constitue assurément le maillon faible du dispositif de lutte contre l'insécurité urbaine. Il y a une absence de politique publique en matière de sécurité urbaine. De plus, les autorités locales font preuve d'incapacité à susciter l'adhésion des populations à la politique de prise en charge des comités de vigilance.

CIRCULATIONS TRANSFRONTALIERES VUES DU NIGERIA : DES RISQUES MAL PERÇUS

Parallèlement à l'étude de la perception des risques transfrontaliers dans la partie sud du Niger limitrophe du Nigéria, une étude de la perception des risques de l'autre côté de la frontière était nécessaire. En effet, l'intensité des circulations, des échanges économiques, culturels et humains entre les deux pays, ainsi que les enjeux politiques et géostratégiques rattachés aux neuf cent kilomètres de frontière commune rendent la vision en miroir particulièrement éclairante. Le Dr. Willie Eselebor et le Dr. Rasheed Olaniyi ont par conséquent été chargés d'analyser, respectivement, la perception des risques liés aux trafics transfrontaliers dans la zone Sokoto-Illela-Konni et les risques concernant les communautés de migrants nigériens dans la ville de Kano.

Afin d'étudier les trafics transfrontaliers et les facteurs de risques qui en découlent, le Dr. Eselebor a réalisé des enquêtes de terrain dans la région de Sokoto, frontalière du département de Birni NKonni. Des données ont pu être récoltées grâce à des discussions de groupe, des questionnaires et des entretiens individuels menés auprès des différents acteurs de la frontière : transporteurs, taxis-motos, autorités traditionnelles et officiels (agents de police, de douane et des services de l'immigration). Le Dr. Eselebor étant lui-même un ancien agent de l'immigration nigériane, son contact avec les représentants de l'Etat s'en est trouvé grandement facilité.

Le premier constat dressé à l'issue du travail de terrain est qu'il existe de nombreux facteurs facilitant le passage de la frontière : l'absence de barrières naturelles, une délimitation et un marquage très limités ainsi que des liens étroits et intenses entre les populations vivant de chaque côté. Au caractère fragile et poreux de la frontière s'ajoute la faiblesse des Etats et le manque de contrôle de ceux-ci sur leurs territoires.

Le second constat est que la frontière nigéro-nigériane est caractérisée par l'existence de nombreux trafics entre les deux pays et notamment :

- trafic de stupéfiants (marijuana locale notamment),
- trafic humain (d'enfants et de jeunes femmes dans le cadre des réseaux internationaux de prostitution),
- transport de migrants illégaux,
- contrebande d'essence du Nigéria vendue en fraude au Niger,
- contrebande de voitures d'occasion en provenance du Nigéria vendues en fraude au Niger,
- contrebande de produits manufacturés venant du Niger (textile, tomate concentrée) vendus en fraude au Nigéria,

La perception de ces risques varie énormément selon les acteurs. Tandis que certains voient dans les trafics une source potentielle d'insécurité ou de déstabilisation, d'autres y voient des opportunités économiques ou tout simplement des habitudes anciennes qui ne posent pas de problème majeur. Globalement, là où les autorités voient un niveau de risque élevé, la population locale voit un niveau de risque faible.

Le troisième constat est que, malgré la présence de nombreux agents de l'Etat sur le terrain, la surveillance de la frontière et le contrôle des mouvements transfrontaliers ne sont pas correctement assurés. Selon les résultats de l'enquête, cette situation est notamment due aux problèmes de coordination entre les services de l'Etat (douane, police, renseignements, immigration) et la superposition des domaines de compétence des agents sur place. La corruption joue également un rôle important dans la faillite des systèmes de

contrôle. Les Etats seuls n'étant pas capables de remplir cette tâche, la solution pour une meilleure maîtrise des circulations transnationales serait donc d'associer les communautés locales et de les impliquer dans la gestion de la frontière. Une « libéralisation » de la frontière, une « formalisation » des échanges permettrait en effet aux populations de mieux profiter d'un cadre assaini pour le développement de leurs activités. Si elles pouvaient trouver, dans une meilleure gestion des circulations transfrontalières, des sources de revenus ou de nouvelles opportunités, elles seraient en mesure de seconder les autorités dans les opérations de contrôle et de surveillance. Pour l'instant, la prédominance de l'informel et des pratiques de fraude généralisées rendent cette solution difficile à mettre en place. Une première étape serait d'éviter que les populations locales se positionnent contre les représentants de l'Etat. Si, d'un côté, les habitants ne voient dans les actions publiques que des entraves à leurs activités et, de l'autre côté les représentants de l'Etat ne proposent que des solutions répressives, la situation ne va faire qu'empirer et les risques liés aux trafics vont augmenter. Plutôt que d'être pensée comme un espace de coercition, la frontière doit être considérée par les Etats comme une source de développement à préserver.

Si, dans l'état de Sokoto, un système de collaboration entre la population et les autorités reste à instaurer, de l'autre côté de frontière, dans la commune de Konni, l'étude réalisée par Hamani Oumarou montre que plusieurs domaines font déjà l'objet d'une gestion conjointe. Une meilleure communication entre les représentants de l'Etat nigérien et nigérian dans les zones frontières – à l'image des liens étroits existant entre les populations locales – pourrait permettre le partage d'expérience, les échanges de compétence et, à terme, une gestion concertée de la frontière impliquant au maximum les habitants.

Table of Risks linked to transborder trafics in Illela area:

Risks	**Probability of occurrence**	**Severity of the impact**	**Risk Assessment Process**	**Responsibility of the surveillance**
Regional instabilities, weak regimes state and failures.	9	9	6	ECOWAS regional arrangement for peace and security and concerned national government.
Security failures due to global terrorism and clandestine activities of non-state armed groups like AQIM and ANSARU.	9	9	7	Collaborative local, regional and global actions. Concern of the security sector.
Ample routes for smuggling weapons, drugs and prohibited goods.	7	5	5	Joint security policing of borders and involvement of the community in security policing.
Traffic in persons, migrant smuggling and child labour.	6	5	5	Collaborative action involving government, NGOs and the community.

Marks justifications:

Regional instabilities, weak regimes state and failures:

- Column 1: This assessment is based on prevailing regional security challenges facing the West African sub-region;
- Column 2: There regional instabilities noticeable constituent ECOWAS member states;
- Column 3: Out of the 15 member states, Cape Verde, Cote d'Ivoire, Guinee Bissau, Liberia, Mali and Sierra Leone are challenged security wise, while others are relatively weak and poor. They are more vulnerable to conflicts and crisis.

Security failures due to global terrorism and clandestine activities of non-state armed groups like AQIM and ANSARU:

- Column 1: The problems identified in line 1 are inextricably linked to what actually triggers terrorism and cross-border armed banditry. The export of terrorism to West Africa can be explained in terms of weak regimes, failing states and ineffectiveness in border controls by security agencies.
- Column 2: Security policing is lose and corruption thrives to undermine enforcement of the rule of law;
- Column 3: Findings from the study reveals that apart from facility upgrade in border communities, there are serious needs training border security officials and transform them from being collaborators in crime to enforcers of the law.

Ample routes for smuggling weapons, drugs and prohibited goods:

- Column 1: Most of the colonial borders inherited are porous and not fully demarcated. This has created opportunity for criminal networks to operate without detection and interdiction.
- Column 2: The negative aspect of this development is that the nation loses economically;
- Column 3: The implication is evident in high unemployment rates, industries closing shop and pervasive poverty. This problem can be tackled through joint security policing and collaborative governance of security borders.

Traffic in persons, migrant smuggling and child labour:

- Column 1: Traffic in persons; migrant smuggling and child labour are current issue in security discourse. The project location is notorious as transit routes to Europe and America. Whereas accurate statistics are not available on the magnitude of flows, it is believed that evidences of apprehensions of illegal migrants in Europe and America suggest that attempts to migrate unlawfully are not abating.
- Column 2: This problem is driven mostly by poverty and any plan of action must include the removal of the root causes of trafficking.
- Column 3: NAPTIP must work with relevant agencies including the community to reduce the tendency to migrate unlawfully.

Un autre aspect des échanges transfrontaliers entre le Niger et le Nigéria est représenté par les nombreux migrants nigériens qui se rendent dans les villes du nord Nigéria dans l'espoir d'y trouver du travail. À Kano, la plus grande agglomération du nord – une mégapole de plus de 10 millions d'habitants – la présence des communautés nigériennes pose des problèmes en termes d'insertion professionnelle et d'intégration sociale. Le Dr. Rasheed Olaniyi a étudié les risques qui pouvaient découler de cette situation en se rendant à Kano et en réalisant des enquêtes auprès des migrants nigériens eux-mêmes, des autorités traditionnelles ou officielles et des autochtones. Il s'est rendu compte que ces risques étaient, là aussi, différemment perçus selon les acteurs interrogés et qu'ils ne se situaient pas forcément là où on pouvait les imaginer.

Au Nigéria, que ce soit dans les médias, dans les discours politiques ou dans l'opinion publique de manière générale, les idées xénophobes sont largement diffusées. La responsabilité des phénomènes d'insécurité, de criminalité et de terrorisme est souvent imputée aux étrangers, notamment les ressortissants des pays voisins comme le Tchad, le Cameroun et le Niger. Les violences provoquées par *Boko Haram* ont accentué cette tendance et de nombreux Nigérians pensent que ce mouvement est animé par des éléments extérieurs. Les diasporas africaines vivant au Nigéria sont donc victimes de stigmatisation ainsi que des manifestations xénophobes de la politique d'Etat telles que les expulsions massives. Le nombre important de migrants nigériens à Kano pourrait donc faire craindre l'émergence de tensions sociales liées aux préjugés dont les Nigériens font l'objet et une perception des risques essentiellement centrée sur le danger que représentent les communautés nigériennes pour les habitants de Kano. Pourtant, d'après les enquêtes menées par le Dr. Olaniyi, les risques concernent surtout les migrants eux-mêmes qui, malgré une vision globalement négative des étrangers, bénéficient localement d'une bonne réputation.

Les Nigériens à Kano se sont en effet spécialisés dans certains petits métiers bien spécifiques pour lesquels leurs compétences sont reconnues et appréciées. S'il ne s'agit pas de professions valorisantes, elles ont néanmoins l'avantage de leur être quasiment réservées ; c'est le cas de la vente ambulante de thé et du gardiennage notamment. Selon les croyances populaires, les Nigériens maîtriseraient les formules pour la confection de potions aux multiples vertus (protection, force, puissance, invulnérabilité…) et utiliseraient ce savoir dans le cadre de leurs activités. Les vendeurs de thé sont donc réputés pour les propriétés particulières des breuvages qu'ils proposent tandis que les gardiens sont perçus comme détenteurs de pouvoirs protecteurs. Les Nigériens jouissent également d'une bonne image en ce qui concerne la connaissance et l'enseignement des sciences islamiques. Les *malams* et maîtres coraniques nigériens bénéficient donc de la confiance des *Kanawa*[1] qui leur confient leurs enfants pour l'apprentissage du Coran et des *hadiths*.

Si le risque de rejet des Nigériens par la population locale est donc faible, ceux-ci pourraient néanmoins être victimes des conséquences de la dégradation de la situation sécuritaire au nord Nigéria, en particulier de la multiplication des violences liées au phénomène *Boko Haram*. Un amalgame entre les membres de ce mouvement et les ressortissants des pays voisins est déjà presque systématiquement établi. Par conséquent, l'aggravation des violences entraînerait la radicalisation des attitudes vis-à-vis des étrangers et notamment des Nigériens, que ce soit de la part de l'Etat ou de la population. Depuis 2009, les vagues de répression menées par l'armée et la police nigérianes ont entraîné le

[1] Autochtones de Kano.

départ forcé de milliers de ressortissants nigériens des Etats du nord. Dans le cadre des politiques de répression à grande échelle, des expulsions massives ne sont pas à exclure.

Cependant, les principaux risques liés à la présence de Nigériens à Kano concernent leurs conditions de vie et de travail. D'abord lorsqu'ils ne trouvent pas d'emploi et ensuite lorsque les emplois trouvés ne leur permettent pas d'assurer correctement leur subsistance. L'accès au logement d'une part, mais également aux soins, rend les communautés nigériennes de Kano particulièrement vulnérables. Précarisées et socialement isolées, elles subissent les conséquences des mauvaises conditions sanitaires ou du manque de nourriture. Ainsi fragilisés, les ressortissants nigériens représentent un vivier idéal pour des organisations criminelles et/ou radicales tels que *Boko Haram*.

La présence de migrants nigériens dans la ville de Kano se traduit, en termes de risques, par les dangers que représente pour eux la situation de précarité prolongée dans laquelle ils se trouvent. Une politique concertée entre le Niger et le Nigéria, en matière d'accueil et d'encadrement de ces communautés, pourrait permettre de réduire le risque d'exploitation de cette misère par les mouvements religieux radicaux qui sont aujourd'hui les recruteurs en puissance les plus dangereux.

Table of risks regarding Nigerien immigrants in Kano

Risks	**Probability of occurrence**	**Severity of the impact**	**Risk Assessment Process**	**Responsibility of the surveillance**
Undocumented migration/illegal migration	7	9	6	Nigerian Immigration Service, police, Nigerien Consular Office Kano, Nigerien Embassy in Nigeria, ECOWAS Secretariat Abuja.
Unemployment/ low income	8	8	7	Nigerian Immigration Service, police, Nigerien Consular Office Kano, Nigerien Embassy in Nigeria
Accommodation Problems	8	9	5	Nigerian Immigration Service, police, Nigerien Consular Office Kano, Nigerien Embassy in Nigeria, Kano State Ministry of Social development, Kano State Ministry of Urban Planning and Housing
Religious fundamentalism and Crisis	9	8	6	Nigerian Immigration Service, police, Nigerien Consular Office Kano, Nigerien Embassy in Nigeria, Islamic Religious leaders

Marks justifications:

Undocumented migration/illegal migration:
-Column 1: The diagnosis is based on the manipulation of identities and ECOWAS free mobility protocols in the migration of Nigeriens to Kano, Nigeria
-Column 2: Many of them are frequently deported
-Column 3: Nigeriens in Kano and the Nigerien Consulate should ensure that the immigrants register with the appropriate authorities and carry out their biometrics registration.

Unemployment/low income:
-Column 1: Nigerien immigrants operate in the informal sector as petty traders, hawkers, labourers, security guards and water vendors.
-Column 2: There is a great demand for Nigerien security men in Nigerian cities. They, however, encounter security risks from armed robbers and police raids. They are vulnerable to recruitment into radical religious networks.

Accommodation Problems:
-Nigeriens in Kano experience accommodation problems. Most of them sleep in markets, stalls, uncompleted buildings, bakeries and so on. This exposed them to risks of diseases and raids by the police in search of criminal networks.

Religious fundamentalism and Crisis:
-Since the Maïtatsine riots in the 1980s, Nigeriens have been accused of fuelling religious fundamentalism and uprising in Nigeria. They have also been accused of economic sabotage including trafficking, smuggling, illegal mining, crime and armed banditry. Many of them have been deported, jailed or killed.

GESTION DES RETOURS DE LIBYE : CRISE EVITEE ET RISQUES A VENIR

En 2011, la guerre en Libye a provoqué le départ de plus de 706 000 ressortissants étrangers. 270 000 personnes sont arrivées au Niger, dont une immense majorité de citoyens nigériens rentrés au pays dans la précipitation[1]. Parmi les Nigériens de retour se trouvait un grand nombre de travailleurs migrants installés en Libye depuis plusieurs années qui, en fuyant les combats, ont du abandonner une grande partie de leurs biens. Mais il y avait également, parmi ces Nigériens de retour, d'anciens membres de la légion islamique du Colonel Kadhafi ainsi que des mercenaires recrutés par le régime pour combattre la rébellion.

Le Niger se trouvait alors confronté à deux types de risques :

- les conséquences socio-économiques négatives du retour contraint et précipité de milliers de migrants
- la déstabilisation du pays, entrainée par l'arrivée sur son sol de combattants lourdement armés, à la manière de ce qui s'est passé au Mali voisin dans une configuration différente.

Face à cette situation, les autorités et la société civile nigériennes ont mis en place des stratégies d'urgence plus ou moins adaptées et plus ou moins efficaces. L'objectif de cette étude, menée par le Dr. Mounkaïla Harouna, était donc d'étudier les risques liés à ces retours mais également d'évaluer le rôle des acteurs politiques et sociaux du Niger dans la prévention et la gestion de ces risques.

C'est la commune de Tchintabaraden, dans la région de Tahoua, qui a enregistré un des plus importants nombres de retours en 2011. Cette localité réunit tous les éléments nécessaires à l'analyse des risques socio-économique et sécuritaires liés à ces retours massifs et a donc été choisie pour mener les enquêtes de terrain prévues dans le cadre de cette recherche. Les données ont été recueillies auprès des autorités administratives de la commune, des autorités traditionnelles, des responsables des services techniques départementaux, ceux de la cellule communale de gestion des migrants de retour de Libye, auprès des membres des forces de défense et de sécurité, des « cadres de la paix » (ex-chefs de front de la rébellion des années 1990), des membres des associations de migrants ainsi qu'auprès des responsables des ONG ayant participé à la gestion de ces retours. Des entretiens complémentaires ont ensuite été réalisés à Niamey auprès des membres du Comité *ad hoc* chargé de la gestion des migrants de retour de Libye et de Côte d'Ivoire, des responsables de la coordination nationale du collectif des rapatriés de la Côte d'Ivoire et de la Libye, de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) et de la Commission Nationale pour le Contrôle et la Collecte des Armes Illicites (CNCCAI).

L'objectif était d'abord de mesurer la différence entre la perception des risques, les craintes exprimées par les différents acteurs et les effets concrets, sur le terrain, de ces retours. Pour la plupart des observateurs, nationaux comme internationaux[2], ces mouvements de population pouvaient avoir des conséquences désastreuses pour les raisons suivantes:

[1] Parmi ces 270 000 personnes, plusieurs milliers de ressortissants africains non-nigériens, en transit vers leurs pays d'origine. Chiffres produits par l'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations) en 2012.

[2] L'étude cite notamment les articles parus dans la presse nigérienne se faisant l'écho de ces inquiétudes, ainsi que les déclarations du Conseil de sécurité des Nations Unies.

- le manque à gagner pour les nombreux ménages qui bénéficiaient jusqu'alors des transferts d'argents opérés par les migrants travaillant en Libye risquait de fragiliser une situation économique déjà précaire.
- l'arrivée de dizaines de milliers de personnes démunies pouvait aggraver la situation de crise alimentaire dont le Niger souffrait déjà avant ces retours.
- des tensions risquaient d'apparaître au sein des communautés en raison de ces manques de ressources combinés.
- le problème d'intégration des anciens combattants, sans autre formation que celle du maniement des armes, risquait d'entraîner une résurgence des mouvements de rébellion ou d'encourager ces combattants à rejoindre des groupes terroristes comme cela s'est passé au Mali.

Conscientes des défis auxquels le pays faisait alors face, les autorités nigériennes ont créé, auprès du cabinet du Premier Ministre, un Comité ad-hoc aux capacités d'intervention renforcées par une collaboration avec les services techniques du ministère de l'Intérieur, des Affaires Etrangères, la Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce et la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP). Au niveau local, des cellules communales ont été mises en place avec pour mission d'accueillir, identifier et organiser l'assistance apportée aux personnes de retour. Selon les enquêtes menées, l'insuffisance des moyens mis en œuvre par l'Etat a rendu difficile la tâche des cellules communales et a fait l'objet de vives critiques de la part des rapatriés qui espéraient un soutien plus important. Par ailleurs, certaines actions se sont révélées peu judicieuses ou inappropriées, telle que la vente de son de blé à prix modéré[1]. Il apparaît en revanche que d'autres formes d'intervention aient été plus efficaces, notamment les opérations de désarmement ainsi que la participation des anciens chefs de front aux campagnes de sensibilisation à destination des jeunes combattants rentrés de Libye. La question sécuritaire semble avoir été la priorité puisqu'une partie importante des fonds mobilisés par l'Etat pour l'assistance des personnes de retour a été consacrée aux actions visant à prévenir la résurgence de mouvements armés.
Les acteurs non-étatiques ont également joué un rôle important dans la gestion de ses retours, notamment les associations de la société civile nigérienne, par des actions de plaidoyer et de sensibilisation en faveur des migrants, de même que les ONG internationales, qui se sont rapidement organisées face à l'urgence. L'intervention des ONG présentes au Niger s'est faite en concertation mais sans réelle connexion avec les services mis en place par l'Etat. Des systèmes d'accueil, de réacheminement des migrants mais également d'assistance matérielle ont été développés, notamment par l'OIM, Oxfam, le PAM ou la FAO[2]. Enfin, les migrants rentrés de Libye se sont organisés en collectifs, associations ou groupements afin de mieux défendre leurs intérêts. Ainsi, à Niamey, le Collectif des Rapatriés de la Libye et de la Côte d'Ivoire (CORLI), animé par les migrants eux-mêmes, s'est mobilisé pour interpeler régulièrement le gouvernement et lui rappeler ses responsabilités et promesses.

Au niveau socio-économique, les principaux risques ont été évités. En effet, ces mouvements de retour massifs n'ont pas entrainé de crise humanitaire ou alimentaire.

[1] Les migrants de retour, arrivés au Niger le plus souvent sans aucun bien, ne possédaient pas non plus de bétail et ne pouvaient donc être que très peu intéressés par l'achat de son de blé, destiné à nourrir le bétail.
[2] L'OIM, Organisation Internationale pour les Migrations, a notamment assuré l'acheminement des migrants vers leurs régions d'origines. Oxfam a mis en place des opérations de transferts de fonds. Le PAM, Programme Alimentaire Mondial, a initié des opérations 'food for work' et la FAO, Food and Agriculture Organization (Nations Unies), est intervenue dans la reconstitution du cheptel.

L'impact immédiat de ces mouvements de retours massifs et contraints se ressent surtout au niveau du manque à gagner financier pour les régions de départ. L'arrivée d'une population précarisée qui, dans un contexte de crise alimentaire, représentait un fardeau pour la communauté, n'a cependant pas engendré de crise sociale ; la solidarité familiale a fonctionné de manière efficace, évitant ainsi l'apparition de tensions intracommunautaires. Par ailleurs, si la situation sociale ne s'est pas dégradée de façon inquiétante, c'est également grâce à la forte capacité d'adaptation des migrants et au phénomène de réorientation migratoire qui a suivi ces retours. Enfin, un grand nombre d'entre eux, bien que conscient de la situation extrêmement troublée en Libye, est déjà reparti[1] et nombreux sont également ceux qui envisagent d'y retourner, attirés par les opportunités de travail offertes dans le cadre de la reconstruction après-guerre.

Le risque sécuritaire - celui qui a suscité le plus de craintes - a été pris au sérieux par les autorités nigériennes. Pendant près de deux ans, et malgré l'acuité des menaces, aucun groupe armé, aucun mouvement de rébellion, ni aucune entreprise de déstabilisation n'est apparu sur le territoire du Niger. Les attentats de mai et juin 2013 viennent toutefois démentir ce constat positif[2]. Il est à présent certain que les groupes armés de la région ont pu, sinon s'établir, du moins s'introduire sur le territoire nigérien et y mener des actions meurtrières. Si la participation d'éléments nigériens à ces attentats reste encore incertaine, l'étendue du pouvoir ainsi que les capacités organisationnelles et financières de ces groupes peut faire craindre des enrôlements au sein de la jeunesse désœuvrée, notamment celle revenue de Libye sans perspective d'avenir. En effet, la Libye connaît aujourd'hui de graves problèmes sécuritaires et les nouvelles autorités ne semblent pas être en mesure de gérer efficacement le désarmement, le contrôle ou la dissolution de centaines de groupuscules armés qui contrôlent aujourd'hui une partie du pays. Une partie des groupes islamistes repoussés du Mali pourraient s'y être repliés et il y a donc un risque réel pour le Niger de voir se développer à ses portes des organisations prônant le terrorisme et susceptibles de le prendre pour cible.

Les risques persistent donc, essentiellement en raison de la situation qui prévaut à la fois en Libye et au nord Nigéria. Les menaces de déstabilisation venant de ces deux pays sont sérieuses et les conséquences de l'opération militaire franco-africaine contre les mouvements djihadistes ont déjà fait émerger de nouveaux types de risques, tels que les kidnappings et les actions ciblées contre les intérêts français.

[1] Entre Janvier et juin 2012, 800 départs vers la Libye ont été enregistrés par le commissariat de Tchintabaraden.

[2] Le 23 mai 2013, deux attentats simultanés ont touché le camp militaire d'Agadez et les installations minières de la Somaïr à Arlit, faisant au total 23 morts. Ces attaques ont été revendiquées par le MUJAO, ainsi que par Mokhtar Belmokhtar, ancien lieutenant d'AQMI. Le 1er juin, la prison centrale de Niamey a été attaquée et 22 détenus se sont enfuis, donc plusieurs membres de *Boko Haram* ainsi que d'autres terroristes.

Tableau des risques liés au retour des migrants nigériens de Libye

Risques	Probabilité d'occurrence	La sévérité de l'impact	Processus de surveillance du risque	Responsabilité de la surveillance
Dégradation de la situation économique	9	8	4	Comité ad hoc chargé de gérer les retours, Organisations internationales, nationales et locales
Aggravation des conflits sociaux	6	8	4	Comité ad hoc chargé de gérer les retours Organisations internationales, nationales et locales Chefferie traditionnelle, Leaders d'opinion
Dégradation de la situation sécuritaire	5	9	8	Haute Autorité à la Consolidation de la Paix, Commission Nationale pour le Contrôle et la Collecte des Armes illicites, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (Forces de défenses et de sécurité), Chefferie traditionnelle, Leaders d'opinion

Justification des notes

Dégradation de la situation économique

Colonne 1 : Les retours constituent un manque à gagner important pour les ménages et les communautés.

Colonne 2 : Accroissement de la pauvreté des ménages, augmentation de leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

Colonne 3 : Il est nécessaire de mobiliser plus de moyens pour favoriser l'insertion des migrants. Le retour de la paix et de la stabilité en Libye peut cependant diminuer cette tension par de nouveaux départs de migrants dans ce pays.

Aggravation des conflits sociaux

Colonne 1 : Les migrations vers la Libye constituent un régulateur important de tensions sociales. La présence d'un nombre important de jeunes migrants sans emploi et sans revenu, l'existence d'une conscience sociale chez les migrants de leurs droits avec la mise en place de groupements, les risques de manipulations et d'instrumentation de ces structures par d'autres acteurs, tout comme les choix inappropriés dans l'utilisation des moyens mobilisés pour appuyer ces migrants, constituent les éléments majeurs d'alimentation de ce risque.

Colonne 2 : Avec la mobilisation de ces migrants, les conflits sociaux peuvent connaître une recrudescence et le tissu social peut se dégrader.
Colonne 3 : Les ressources mobilisées pour appuyer les migrants sont insuffisantes. L'inscription au nouveau budget de 2,4 milliards de FCFA alloués au financement des activités du Comité ad hoc devrait cependant permettre la prise en compte des migrants de retour dans les programmes et projets exécutés dans la région avec un volet réinsertion des migrants de retour (formation à certains métiers et octroi de matériel pour exercer ces métiers).

Dégradation de la situation sécuritaire

Colonne 1 : La prolifération des armes détenues par des combattants de retour de Libye, le désœuvrement des jeunes ainsi que l'organisation ou le regroupement de ces migrants peuvent constituer une menace pour la sécurité.
Colonne 2 : si la dégradation de la situation sécuritaire intervient, l'impact sera sévère sur la sécurité de toute cette région (développement des attaques à main armé et conditions propices à rébellion).
Colonne 3 : Il est important de continuer les efforts de sensibilisation de la jeunesse sur la paix, et de continuer à prendre en compte les enjeux sécuritaires.

RECOMMANDATIONS

Sont synthétisées ici les principales recommandations formulées par chaque chercheur dans le cadre de l'étude qu'il a réalisée. Elles s'adressent aux autorités du Niger mais également aux bailleurs de fonds, ONG ou encore entreprises privées.

1 : Risques liés aux mouvements religieux

- *Dynamiques des groupes religieux radicaux*

L'Etat Nigérien, par le biais de ses services de défense, de sécurité et de renseignements, doit être attentif à l'activité des groupes religieux les plus radicaux. En dehors des opérations « classiques » de lutte contre le terrorisme, il doit accorder une attention particulière aux actions sociales menées par ces groupes, à la place qu'ils occupent dans la société, notamment dans le paysage associatif ainsi qu'à leur impact sur l'opinion publique. L'absence de contrôle ou le désengagement de l'Etat de certains espaces spécifiques tels que les prisons ou les écoles représente un risque important d'investissement de ces espaces par les groupes religieux radicaux qui y recrutent des membres et élargissent leur base sociale.

La radicalisation religieuse passe également par l'évolution des discours religieux qui sont encore très peu contrôlés. La diffusion des prêches radiophoniques et télévisés, par exemple, n'est quasiment pas réglementée et on assiste à une multiplication, notamment dans les médias privés, des discours aux accents salafistes, des prises de position anti-Etat, anti-Occident ou anti-laïcité. Si une politique de censure n'est pas souhaitable (elle risquerait de renforcer la radicalisation), un contrôle accru devrait pouvoir s'exercer sur les acteurs religieux officieux. Si l'Etat se laisse dépasser par les mouvements radicaux, il risque de voir émerger un contre-pouvoir puissant, mobilisateur, capable de bloquer un certain nombre de réformes sociales et de provoquer des actions de protestations violentes. À court terme, la mise en place de dispositifs de surveillance des espaces et des acteurs religieux par l'Etat est donc nécessaire.

- *Islamisation du secteur éducatif*

Il existe un ensemble de lois qui règlemente les écoles franco-arabes au Niger mais elles ne sont pas correctement appliquées. Le contenu comme la forme de l'enseignement dans ces établissements échappent en grande partie au contrôle de l'Etat, de même que les activités religieuses organisées en dehors du temps scolaire. L'Etat nigérien doit par conséquent mettre les moyens nécessaires en œuvre pour que les textes juridiques soient respectés et que les outils de contrôle des établissements scolaires – public et privés – gagnent en efficacité.

Un encadrement plus étroit des écoles franco-arabes, mais également des écoles coraniques informelles, permettrait d'éviter l'émergence d'un système scolaire alternatif et autonome, promoteur de valeurs contraires aux principes républicains qui fondent la société nigérienne. L'Etat nigérien doit non seulement freiner la tendance à la privatisation de l'école mais également se réapproprier le secteur éducatif et faire du renforcement qualitatif une priorité absolue. Les bailleurs de fonds internationaux qui financent le secteur éducatif au Niger doivent par ailleurs exiger des preuves des efforts fournis en ce sens.

2 : Risques liés à la fragilité de l'Etat

- *Gouvernance et politiques publiques : accès à l'énergie*

Le pourcentage de la population ayant accès à l'énergie électrique au Niger est extrêmement faible, ce qui entraîne un sentiment d'injustice pouvant déboucher sur des crises sociales. Les capacités de production et de distribution de l'électricité, très limitées, freinent les activités économiques, découragent les investisseurs et ont donc un effet négatif sur le développement du pays. Enfin, la dépendance énergétique vis-à-vis du Nigéria voisin lui-même en proie à une grave crise dans ce domaine, est une épée de Damoclès. L'Etat du Niger doit donc prendre des mesures pour augmenter significativement ses capacités de production et ainsi diminuer sa dépendance. Le démarrage de la construction du barrage hydroélectrique de Kandadji (projet sans cesse repoussé au cours des trois dernières décennies) est un geste politique allant en ce sens, impulsé par le régime précédent et poursuivi par l'équipe gouvernante actuelle, mais les récents déboires n'augurent pas de résultats rapides.

Par ailleurs, une augmentation de la production nationale d'électricité ne règlera pas tous les problèmes. Le réseau de distribution doit être modernisé et étendu et le niveau d'accès doit être augmenté, dans les villes mais aussi dans les zones rurales. Or la rentabilité à court et moyen termes de l'extension du réseau aux populations rurales ou défavorisées n'étant pas assurée, il convient de trouver des formules économiquement viables soutenues par une volonté politique claire.

Enfin, l'Etat doit prendre conscience des risques induits par sa volonté d'indépendance énergétique. Pour le Nigéria voisin, la fourniture d'électricité au Niger fait partie d'un arsenal politique et diplomatique grâce auquel il étend son influence dans la sous-région. L'émergence d'un Niger auto-suffisant du point de vue énergétique, voire exportateur sur le long terme, pourrait provoquer des tensions entre les deux états. Ces tensions pourraient se traduire notamment par des crises liées au partage des eaux du Niger ou par la dégradation de la coopération bilatérale notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire, du contrôle des frontières et des échanges en matière de renseignement. Le Niger doit donc accompagner son projet énergétique d'une campagne diplomatique visant à rassurer le Nigéria, voire de faire de ce projet un axe de rapprochement avec le grand voisin.

- *Gouvernance et politiques publiques : jeunesse et emploi*

Le Niger fait face à une croissance démographique très forte, combinée à un déclin notoire de son système éducatif et à des politiques de l'emploi inefficaces dans un contexte économique extrêmement contraint. Des changements profonds et rapides sont nécessaires pour contrôler la croissance démographique et en faire un atout plutôt qu'un fardeau. L'état doit poursuivre ses efforts en matière de renforcement de la qualité de l'enseignement public, notamment en mettant de l'ordre dans la politique du Ministère de l'éducation en matière de gestion de ses ressources humaines. La contractualisation a outrance de la profession d'enseignant doit être enrayée et les contractuels déjà recrutés soumis à une batterie de formations continues adaptées. Il faut également faire preuve d'imagination lors de la révision des programmes et des parcours de formation pour les adapter au contexte économique du Niger, largement dominé par le secteur informel.

La politique de l'emploi au Niger, presque exclusivement axée vers les activités du secteur formel exclue la majorité des jeunes nigériens. L'Etat devrait donc mettre en place un département chargé spécifiquement de promouvoir l'emploi et l'auto-emploi dans les secteurs les plus porteurs et créateurs d'emplois de l'économie urbaine informelle tout comme dans certains secteurs de l'économie rurale.

Le Niger doit être en mesure de se positionner comme détenteur d'une main d'œuvre abondante et compétente pour bénéficier de partenariats économiques internationaux avantageux et tirer ainsi profit de sa démographie tout en faisant des efforts importants pour en infléchir la dynamique actuelle.

- *Enjeux de la sécurité alimentaire*

Depuis les années 1970, plusieurs dispositifs ont été successivement mis en place en matière de gestion des crises alimentaires au Niger. Jusqu'alors, les changements de gouvernements s'accompagnaient de la restructuration des institutions et de l'abandon des programmes précédents au profit de nouveaux projets. Or l'équipe dirigeante arrivée au pouvoir en avril 2011 a lancé « l'initiative 3N » (les Nigérien Nourrissent les Nigériens), un système de gestion de la sécurité alimentaire qui a la particularité d'intégrer les acquis des programmes précédents. Les problèmes que rencontre l'initiative 3N relèvent de la superposition des structures et des acteurs ainsi que de la mauvaise coordination entre les différents éléments qui composent ce programme. L'existence de perceptions différenciées au sein des différentes structures et d'intérêts divergents selon les acteurs peut également entraver le fonctionnement général du programme et le rendre inefficace en cas de crise alimentaire. Enfin, en raison de l'importance des sommes mobilisées et du nombre élevé d'acteurs impliqués, il existe un risque de voir émerger des pratiques empreintes de corruption ou de clientélisme.

Afin d'éviter que ces risques ne se concrétisent, les autorités du Niger doivent veiller à ce que chaque structure et chaque agent impliqués dans le processus de gestion de la sécurité alimentaire soit en relation avec les autres structures et les autres agents, qu'à chaque niveau, les responsabilités soient assumées et que la mise en œuvre des programmes développés dans le cadre des 3N ne souffre pas des lourdeurs administratives inhérentes à ce type d'actions publiques de grande ampleur. Des outils de contrôle doivent également être mis en place afin de s'assurer du bon fonctionnement des structures, de la fluidité des échanges entre elles ainsi que de la transparence des opérations financières.

Par ailleurs, le commerce de céréales et autres denrées alimentaires avec le Nigéria, qui peut contribuer à générer mais aussi à réduire les risques de pénurie au Niger, échappe en grande partie au contrôle de l'Etat et est davantage soumis aux pratiques spéculatives des grands négociants de chaque côté de la frontière. Des actions de régulation des échanges marchands et de limitation de la spéculation menées conjointement par le Niger et le Nigéria permettraient de réduire les effets négatifs potentiels de ce commerce informel. Pour cela, une collaboration renforcée avec les Etats nigérians limitrophes du Niger - tels que l'Etat de Sokoto - devrait être envisagée.

3 : Risques liés aux facteurs socio-économiques

- *Exode rural et sécurité urbaine*

La ville de Konni, frontalière du Nigéria, attire de nombreux migrants, notamment des travailleurs saisonniers venant des autres régions du Niger ou des Etats nord-nigérians. Malgré ces particularités, Konni ne connaît pas de problème d'insécurité particulier et la présence d'étrangers n'est pas perçue comme un risque par la population. La stabilité de la ville est en grande partie due à un système de veille mis en place par les autorités en collaboration avec les habitants. Pour autant, Konni n'est pas totalement à l'abri de risques liés à sa localisation géographique, tels que la fermeture de la frontière avec le Nigéria ou encore la propagation des violences religieuses récurrentes au nord Nigéria. Afin de les éviter, les autorités locales doivent maintenir et même renforcer les partenariats développés avec les autorités de l'Etat de Sokoto, dans le domaine de la surveillance conjointe de la frontière. Le système de surveillance des activités religieuses qui fonctionne à Konni de manière efficace doit pouvoir être renforcé et étendu à l'ensemble de la commune afin que les zones rurales n'échappent plus au contrôle. Afin de garantir une stabilité réelle et durable de cette région, de nouveaux partenariats pourraient être développés avec l'Etat de Sokoto et le modèle d'organisation existant à Konni pourrait ensuite être appliqué à d'autres villes de la zone frontière.

- *Circulations transfrontalières*

La frontière Niger-Nigéria est le siège de nombreux trafics, porteurs de risques plus ou moins graves pour la sécurité et la stabilité du Niger. Les activités de contrebande, notamment d'essence et de véhicules, ont surtout un impact négatif sur le plan économique. Les trafics de drogues, d'armes et d'êtres humains opérés par des réseaux mafieux internationaux représentent quant à eux un danger réel et immédiat pour les personnes impliquées ainsi que celles vivant dans les régions traversées. Une meilleure collaboration entre le Niger et le Nigéria dans la surveillance de la frontière, une implication des populations locales qui leur soit bénéfique ainsi que des partenariats noués entre les communes peuvent être des solutions de renforcement des dispositifs déjà en place.

La présence de nombreux migrants nigériens dans les grandes villes du nord Nigéria telles que Kano entraîne plusieurs types de risques dont ces communautés de migrants sont les premières victimes potentielles : une grande précarité, le phénomène de stigmatisation ou encore les expulsions massives. Les autorités nigériennes doivent par conséquent s'assurer de la mise en place d'un système plus efficace d'encadrement de ses ressortissants, qu'il émane des représentations officielles de l'Etat (ambassades et consulats) ou qu'il passe par d'autres canaux, associatifs par exemple.

- *Risques liés aux retours des migrants de Libye*

Globalement, le retour de milliers de ressortissants nigériens fuyant la guerre en Libye a été assez bien géré. Une crise sociale et humanitaire de grande ampleur a pu être évitée. En revanche, le profond déséquilibre provoqué par la chute du régime libyen a eu des répercutions dans tout le Sahel et le Niger n'a pas été épargné. Si la reprise d'un mouvement de rébellion armée n'a pas eu lieu et que les groupes djihadistes ou terroristes n'ont pas pris le contrôle d'une partie du territoire, comme ça été le cas au Mali voisin, le Niger a

cependant été touché par des attentats meurtriers aux mois de mai et juin 2013, preuve que la zone d'action des groupes armés violents englobe également le territoire nigérien. Pour le moment, la stabilité du pays semble être maintenue, mais le risque de voir la situation sécuritaire se dégrader brutalement est toujours prégnant.

Le grand défi du gouvernement actuel est de réussir à conserver cette stabilité malgré les menaces extérieures qui pèsent lourdement sur le Niger. À court et à moyen terme, les autorités nigériennes doivent être particulièrement vigilantes mais doivent également entretenir une collaboration étroite et efficace avec les pays limitrophes victimes des actions violentes menées par les groupes armés (AQMI et le MUJAO au Mali, *Boko Haram* au Nigéria). Enfin, une surveillance renforcée des confins nord et notamment des zones frontalières de la Libye comme de l'Algérie est un préalable essentiel au maintien de la stabilité du pays.